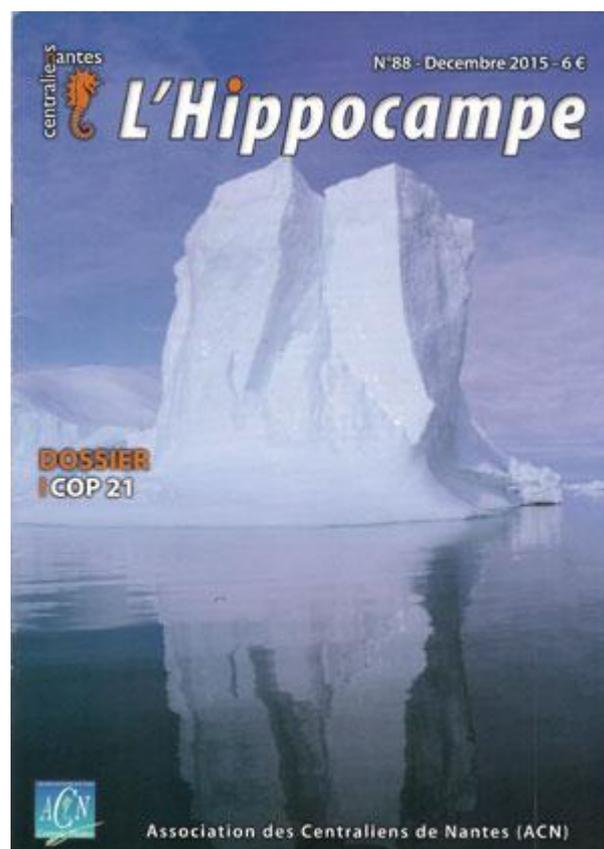


► **L'Ecole Centrale de Nantes et réchauffement climatique :**

L'ECN, très engagée pour le développement durable et dans la recherche- développement des énergies marines renouvelables, vient de sortir un N° du journal de l'association des Centraliens de Nantes comprenant un intéressant dossier sur la COP 21.

J'en connais un qui doit être gêné aux entournures : c'est JC Abbe, qui a donné des cours à l'Ecole Centrale, et qui professe largement des idées négationnistes concernant le réchauffement climatique et le travail des scientifiques du GIEC...

► **22 déc 2015 : Déchéance**



► **Quelle est la question la plus urgente pour les habitants de notre Région ?**

Le réchauffement climatique ? Le chômage ? La formation et l'insertion des jeunes ?

Hé bien, non ! C'est l'évacuation des occupants de la ZAD de NDDL, selon Bruno Retailleau. C'est pourquoi, son premier acte a été de demander un rendez-vous au Premier Ministre pour l'obtenir. Pour lire le communiqué des élu.e.s écologistes à la Région, anciens et nouveaux, [cliquer ici](#)

► **Manifestation à l'occasion de la fin de la COP 21 Samedi 12 Décembre à Nantes :**

Le Collectif Climat 44 (dont fait parti Europe Ecologie Les Verts 44), organise une manifestation pour la fin de la COP 21 :

Samedi 12 Décembre à Nantes, rendez vous place Bretagne à 14h.

Une déambulation se fera dans le centre ville de Nantes partant de la place Bretagne jusqu'à la place graslin.

Les citoyens et citoyennes sont invité-es à venir avec des panneaux "Carton rouge" avec des messages tels que "Changeons le système, pas le climat", "urgence climatique, urgence

démocratique", "engagements insuffisants, engagements non contraignants", "engagements insuffisants, sans financement".

► **Mr le Président, pour la COP21 : abandonnez l'aéroport de Notre-Dame des Landes !**

Tel est le titre de la pétition lancé par l'association "Agir pour l'Environnement" (qui fédère de très nombreuses associations environnementales).

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#).

► **Bon petit soldat...**

Le jeudi 3 décembre, l'émission "*Un jour en France*" sur France Inter (10h à 11h) avait pour sujet "**L'état d'urgence devient-il inquiétant ?**".

De nombreux témoignages de personnes assignées à résidence, et qui ne peuvent donc plus travailler ni vivre normalement. Pour quels motifs ? rien de précis, sinon que l'un d'eux, militant écologiste convaincu, avait participé à la préparation de manifestation à l'occasion de la COP 21, etc... D'autres témoignages de cabinets d'avocats, débordés par les appels suite à des perquisitions sans motif précisé, ...

Face à ces témoignages, parfois émouvant par l'incompréhension et la détresse des personnes concernées, qui était là pour défendre ces mesures et pour, même, considérer que cela représentait une avancée démocratique ?

François de Rugy, décidément en perte de repères depuis sa démission de EELV.

Manuel Valls va-t-il enfin être convaincu qu'il a là un serviteur bien bien dévoué ?

Novembre 2015

► **29 nov : "Vous n'aurez pas ma haine"↵**

Antoine Leiris, journaliste à France Bleu, a rendu hommage à sa femme, la mère de son fils, décédée dans l'une des attaques terroristes. « *Je ne vous ferai pas ce cadeau de vous haïr. Vous l'avez bien cherché pourtant mais répondre à la haine par la colère ce serait céder à la même ignorance qui a fait de vous ce que vous êtes* », écrit-il.↵

Pour lire sa "*Lettre à ma femme et à ses assassins*", [cliquer ici](#).↵

Pour écouter et voir son interview à l'émission C à vous, [cliquer ici](#).

► **21 nov : Suites et conséquences des attentats de Paris :**

- Le préfet de Région avoue que l'évacuation de la ZAD de NDDL n'est plus d'actualité, les forces de police étant mobilisées pour assurer la sécurité face au terrorisme. Voilà une façon de dégager en touche par rapport à une contradiction difficile à assumer pour un gouvernement qui se présente comme étant à la pointe de la lutte contre le réchauffement climatique à la veille de la COP 21. Cependant les opposants à NDDL ne baissent pas la garde : la manif tracto-vélo vers Paris et la COP 21 est effectivement partie ce matin de NDDL.
- Israël : suite aux attentats de Paris le gouvernement israélien n'a rien trouvé de mieux que d'interdire le mouvement islamique composée d'arabes israéliens et d'arrêter ses dirigeants. Ce gouvernement de la droite extrême démontre qu'une politique colonialiste et ségrégationniste amène encore plus de divisions et d'insécurité. C'est un avant-goût de ce pourrait être la politique d'un FN qui serait parvenu au pouvoir...
- "*Un peuple prêt à sacrifier sa liberté pour sa sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre et il perdra les deux.*" Benjamin Franklin. C'est dans cette logique qu'un certain nombre de personnalités lancent un "**appel pour le maintien des mobilisations citoyennes pour le climat**". Pour le lire (éventuellement le signer), [cliquer ici](#)

► **9 nov : Attentat contre le squat des migrants à Chantenay : communiqué des élu-e-s écologistes et citoyens↵**

Pour Jean-Paul Huard et Pascale Chiron, co-présidents du groupe écologiste et citoyen : "*Ces actes nous indignent. Nous demandons que les solutions envisagées par l'État et la ville de Nantes soient mises en œuvre d'urgence et qu'aucune personne ne soit renvoyée à la rue, quelle*

que soit sa situation. Nous devons continuer nos actions, avec les associations et les collectifs qui aident les migrants afin de leur assurer un accompagnement adapté et des conditions d'accueil dignes et sécurisés".

Ils appellent à manifester le mardi 10 novembre à 18h00 place Royale.

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#)

Octobre 2015

► **Scandale Volkswagen : les masques tombent !** 30 oct. 2015 — Cette semaine, le scandale Volkswagen a connu de nouveaux rebondissements.

Lundi, l'ancien commissaire européen à l'industrie, l'Italien Antonio Tajani, désormais Vice-Président du Parlement européen, a reconnu qu'il était au courant depuis 2013 des écarts vertigineux entre les normes d'émissions de particules fines et les émissions réelles des véhicules diesel en circulation. Pourquoi avoir gardé le silence sur cette arnaque aux consommateurs ?

Mardi, les conservateurs et socialistes au Parlement européen ont rejeté l'idée d'une commission d'enquête parlementaire sur les malversations de Volkswagen. Qu'ont-ils à cacher ?

Mercredi, les Etats-membres dont la France, ont fait fi de ce scandale sanitaire et donné un nouveau permis de polluer aux constructeurs automobiles. Combien de victimes du diesel avant qu'ils changent d'avis ?

Pour signer la pétition lancée par Karima Delli (Députée européenne EELV), [cliquer ici](#).

► **La crise palestinienne** : Israël-Palestine : le conflit qui semble s'enfoncer dans l'impasse sanglante d'une guerre coloniale, où le désespoir de la jeunesse palestinienne se confronte à une pensée d'extrême droite qui domine le gouvernement israélien.

Pourtant, le dialogue est encore possible : à preuve cet échange sur France Inter ce samedi 31 oct. à 13h20 entre **Leïla Shahid** (Ancienne ambassadrice de l'Autorité Palestinienne en France) et **Elie Barnavi** (ancien ambassadeur d'Israël en France).

Pour écouter ce dialogue très important, et exiger de nos dirigeants qu'ils prennent leurs responsabilités, [cliquer ici](#)

► **Le 17 oct : Référendum PS**

M. Cambadélis annonce un grand succès : nous prend-il pour des pommes ? (c'est de saison).



► **Gazole : un pas dans le bon sens, mais bien timide :**

Actuellement, la différence de taxation entre le gazole et l'essence SP95 est de 0,16€. Augmenter (pour 1 an) le gazole de 0,01€ et baisser l'essence de 0,01€ diminue l'écart de 0,02€. Et comme l'opération est prévue pour 5 années, l'écart n'aura été réduit que de 0,10€ (et pas 0,16€)... dans 5 ans !

Est-ce véritablement incitatif ? Pour un propriétaire d'un véhicule diesel habitant hors agglomération, cette augmentation de 0,01€ représentera ... (à raison de 30 000km dans l'année à 7l/100 : 2100 litres X 0,01)...21 € !!!
 On est dans le domaine des symboles et des signaux (faibles) !

► **Fête de la solidarité...il y en a besoin !**

Le samedi 24 octobre, de 16h à minuit sous les NEFS à Nantes, la ligue des Droits de l'Homme organise une fête de la solidarité (gratuit).

Programmation musicale : [cliquer ici](#)

Et dans cette période, la solidarité, il y en a besoin :

► A l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère, le 17 octobre, Médecins du Monde publie son 15ème rapport annuel sur l'accès aux droits et aux soins des plus démunis en France. (pour le lire, [cliquer ici](#)).

- 98% des patients reçus dans les 20 centres de soins de Médecins du Monde en 2014 vivent en dessous du seuil de pauvreté. Et ils sont de plus en plus nombreux.



La Souillarderie AVANT et APRES démolition



été
A



en

- 36% des patients n'ont aucune ressource pour vivre. .

► Encore une évacuation et une destruction d'un mini camp de Roms à la Souillarderie (7 cabanes), sans qu'aucune proposition de relogement ne semble avoir proposée.

quand une conférence des Maires de l'agglomération sur ce sujet, alors que seules quelques communes (dont Sainte-Luce) font un effort ?

► **Les rendez-vous climat à Nantes octobre :**

- accueil de **la Goélette Tara à Nantes** : Elle est aujourd'hui mobilisée par l'Unesco pour étudier et comprendre l'impact du changement climatique et de la crise écologique sur les océans. Des visites guidées de la goélette ont lieu du samedi 17 au vendredi 23 octobre, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, au Ponton des Chantiers, sur l'île de Nantes. Elles sont gratuites.
- le **train du climat** sera à Nantes ce samedi 17 octobre : A partir d'une présentation de l'état actuel des connaissances scientifiques, les chercheurs à bord du train porteront le débat sur les effets des changements climatiques, et les recherches en cours sur les moyens de l'atténuer et de s'y adapter. Quai N°1 en gare de Nantes de 10h à 19h – gratuit. Pour plus d'info, [cliquer ici](#)
- La **"Greenweek"**, du 19 au 23 octobre à Nantes Une semaine de rencontres et d'échanges dédiés à l'économie durable et à l'innovation : c'est la "Greenweek". *Objectif* : valoriser et

enrichir les nouveaux modèles économiques et de société qui émergent, dans un contexte de transitions économique, écologique, énergétique et sociétale. Cet événement mobilise collectivités locales, monde économique, associations et chercheurs autour de l'économie verte. Plusieurs personnalités seront présentes : Stéphane Paoli le 19 septembre, Pascal Canfin pour le forum K-nopée les 22 et 23 septembre, Jean-Louis Etienne le 20 octobre au lycée Nelson Mandela. Pour plus de précisions, [cliquer ici](#)

► Le 13 oct. : Quel cout final pour l'EPR de Flamanville ?

La construction de cette centrale accuse déjà un retard de 7 ans et un surcoût de 7,5 milliards € (en plus du coût initial prévu à 3 milliards €). De plus, en avril dernier, une grave anomalie a été détectée dans la composition de l'acier de la cuve (pièce forgée de 425 tonnes).

Malgré cela, Areva a continué la construction de la centrale. Selon le *Canard enchaîné*, le groupe de 28 experts sur la sécurité nucléaire a précisé que, non seulement des essais seront obligatoires, mais que des arrêts périodiques du réacteur seront indispensables pour effectuer des contrôles sur cette partie de la centrale, qui est la plus radioactive et la plus difficile d'accès.

Et le *Canard* de conclure : "On comprend mieux pourquoi Jean-Bernard Lévy, le patron d'EDF, refuse toujours d'annoncer le prix de revient du kilowat-heure produit à Flamanville..."

septembre 2015

► J'arrive à EELV !

Chaque semaine, on nous "informe" que tel.le élu.e écologiste quitte EELV et que, décidément, ce parti est complètement à la dérive, divisé dans des querelles interminables et qu'on n'y discute plus d'écologie.

Tout observateur qui regarderait la réalité d'un peu près pourrait constater que cette vision est très éloignée de la vérité : les sortants sont très peu nombreux et les militants continuent à faire leur boulot d'élus dans de nombreuses collectivités et de militants sur le terrain.

Les campagnes régionales s'organisent pour faire entendre les **propositions** écologistes dans une ambiance concentrée et unitaire.

Et si les médias parlaient aussi de cette réalité ???

Et si les médias parlaient aussi de celles et ceux qui entrent à EELV ???

Ainsi, [en cliquant ici](#), vous pourrez lire le témoignage de Damien Carême, Maire de Grande-Synthe (Nord), ville de 21000 habitants, qui a adhéré à EELV et qui écrit "J'arrive à EELV !".

► 24 sept : Soutenons le combat de Malala

"J'ai été attaquée parce que je représente ce que certains extrémistes craignent le plus - les filles instruites.

Des talibans m'ont tiré dessus parce que j'ai revendiqué le droit à l'éducation pour toutes les jeunes filles. J'ai maintenant besoin de vous pour veiller à ce que 60 millions de filles à travers le monde ne soient pas privées de leur droit à apprendre.

Soutenez mon combat : Signez ma pétition [en cliquant ici](#)



► Le projet de référendum du PS : pourquoi ?

Le PS veut organiser un référendum auprès des électeurs de gauche pour savoir s'ils veulent une union de la gauche dès le premier tour aux élections régionales. Cette idée est *balancée* sans concertation préalable avec les autres partis de gauche et les écologistes. Pourquoi une telle tentative de coup de force ?

La question est d'autant plus justifiée que le mode électoral (comparable à celui des municipales) permet parfaitement de présenter des listes et des propositions différentes au premier tour, puis de

fusionner les listes au second tour. C'est ainsi que le PS et les écologistes (avec EELV) ont fusionné aux municipales à Nantes et ont largement emporté le second tour, en créant une bonne dynamique.

Alors, pourquoi ce coup de force, alors que EELV en Pays de Loire, par exemple, dit vouloir préparer dès à présent une fusion de listes pour le second tour (qui nécessitera des compromis, bien entendu) ?

N'est-ce pas parce que le PS a peur de son score au premier tour et de ne plus se retrouver en situation hégémonique dans les négociations pour le second tour ?

Il va falloir, enfin, que le PS commence à tenir compte un peu sérieusement des positions de ses "partenaires"...

► **Accueillir toute la misère du monde ?** (selon un article de "Alternatives économiques" de sept.2015)

La guerre en Syrie provoque un véritable exode des habitants qui fuient la guerre, coincés entre le régime syrien, Daech et les bombardements occidentaux.

Le nombre de demandes d'asile a bondi de 45% entre 2013 et 2014, dont 138 000 en Europe ; dont : 41 000 vers l'Allemagne, 30 000 vers la Suède, 9 000 vers les Pays Bas, 7 000 vers la Hongrie et 6 000 vers la Bulgarie. Dans chaque pays la quasi-totalité des demandes traitées ont été acceptées. Pendant ce temps la France a reçu 3 000 demandes et n'en a accepté que 2000... Et pendant ce temps, la Turquie accueille 1,7 millions de syriens, le Liban 1,1 millions (18% de la population du pays), la Jordanie 650 000 (pour 7 millions d'habitants)...

La Grèce et l'Italie doivent faire face à l'arrivée des syriens, mais aussi des Afghans (retour des Talibans) et des Erythréens soumis à une dictature violente. Pendant ce temps, le total des demandeurs d'asile en France ne représente que 0,4% de la population active, pour une dépense de 0,05% des dépenses publiques.

Il va falloir trouver un « **gros truc** » pour continuer à faire croire au mythe de « **la patrie des droits de l'Homme** » !

► **Une répartition des logements sociaux plus équitable à Nantes Métropole ?**

Johanna Rolland a proposé une concertation sur ce sujet entre tous les Maires de l'Agglomération. Et les Maires de droite ont répondu favorablement. Pour voir le dossier de Presse-Océan sur ce sujet, [cliquer ici](#).

Comme quoi, la loi ALUR de Cécile Duflot (tant décriée par la droite -et quelquefois la gauche) permet des avancées importantes...

► **Rencontre Alternatiba, Nantes**



"Il est minuit moins cinq pour sauver le climat" nous avertissait le président du GIEC (Groupement intergouvernemental des experts du climat) lors de la parution de son dernier rapport ... Pourtant

des alternatives existent et il faut lancer la transition ; à Nantes les citoyens se mobilisent :



LE PROGRAMME COMPLET

Samedi 19 septembre de 10h à 21h, pour des conférences débats à la Manufacture [cliquer ici](#)
Dimanche 20 septembre de 10h à 19h pour le village des alternatives dans le quartier Bouffay, [cliquer ici](#)

► 15 sept. : Non, le nucléaire ne sauvera pas le climat !

En mai 2012, François Hollande déclarait "Je veux fermer Fessenheim pour deux raisons. C'est la plus vieille centrale, prévue pour 30 ans et elle aura 40 ans d'âge en 2017. Et elle est située près d'une faille sismique." Mais son engagement reste pour l'heure lettre morte et la date de décision est sans cesse repoussée.

De plus, la COP 21 va faire l'objet d'une tentative du lobby nucléaire (EDF en tête) de faire la promotion du nucléaire avec des slogans comme "Nuclear for Climate" ou "We need atoms for the future" ; alors que le nucléaire est tout sauf propre, qu'il présente un risque sans limite et que ses coûts de production de l'électricité dépassent ceux des énergies renouvelables.

Il est donc **urgent d'exiger la fermeture rapide de Fessenheim.**

Soutenez la campagne "**Fessenheim, ça suffit !**" en envoyant la carte postale au Président de la République.

Pour télécharger la carte, [cliquer ici](#)

ou connectez-vous au site [<http://www.sortirdunucleaire.org/Fermer-Fessenheim-Maintenant>]

► Le 8 septembre : L'arrêt de la centrale de Fessenheim encore reportée :

Lors d'une visite en Alsace, Ségolène Royal a annoncé que l'arrêt de la centrale de Fessenheim était reporté en 2018. La raison invoquée, c'est le retard de livraison de l'EPR de Flamanville. Encore une promesse non tenue ; et doublement, puisque, si on attend la livraison d'une nouvelle centrale pour en fermer une vieille, on ne voit pas bien comment on va pouvoir diminuer la part du nucléaire dans la production électrique nationale. De plus, s'il faut attendre le démarrage de l'EPR, il est fort peu probable que la date de 2018 soit respectée : ce "fleuron de la technologie française" accumule les années de retard et les augmentations de coût (déjà à plus de 10 milliards €, soit un

triplément du prix prévu). Ce dépassement, payé par nos impôts, fait que l'électricité nucléaire est aujourd'hui plus chère que l'électricité d'origine renouvelable.

Des reniements décidément bien coûteux !...

► Le 5 septembre - Réfugiés : la droite française prise à revers

Depuis la crise des réfugiés, qui prend une nouvelle



Dessin sur les réseaux sociaux

intensité depuis le début de l'année, la droite française campe sur des positions hostiles à l'immigration sous toutes ses formes. Mais les drames qui se sont déroulés en Méditerranée, en Hongrie ou en Turquie provoquent un retournement de l'opinion. De plus, la position humaniste et courageuse d'Angela Merkel en faveur de l'accueil des réfugiés, rejointe in extrémis par François Hollande, prend la droite française à contrepieds.

Sur la scène européenne, elle se retrouve aux côtés des gouvernements les plus populistes, comme celui de Victor Urban (Hongrie). Cela révèle sa mise sous tension par le Front National et accentue la porosité idéologique avec l'extrême droite. Et cela concerne l'ensemble de la droite française, y compris ceux qui voudraient se donner une image centriste et d'ouverture.

Si cela continue, cette question de l'attitude par rapport aux réfugiés risque bien de devenir un marqueur important de la politique intérieure française.

► Le 3 sept. Réfugiés : le Président français bouge un peu

Peut-être aiguillonné par la position courageuse d'Angela Merkel sur l'accueil des réfugiés, François Hollande vient d'appeler, avec elle et Matteo Renzi, à un réexamen des règles européennes. Ils réclament la mise en place d'une "répartition impérative" des réfugiés entre les pays européens (pour ne pas reprendre le terme de "quotas"). Mr Hollande prend bien soin, cependant, de distinguer les réfugiés des migrants "économiques" qui doivent être expulsés.

Pourtant, quelle différence fondamentale y a-t-il entre la population d'Irak ou de Syrie, prise en tenailles entre Daech et les bombardements occidentaux, et les populations du Sahel, soumises à la famine par la désertification accélérée causée par le réchauffement climatique qui résulte principalement des émissions de gaz à effet de serre des pays occidentaux ???



► Le 1er sept : La crise financière chinoise enfin expliquée

Le crash boursier et financier qui sévit en Chine pourrait être interprété comme l'éclatement d'une bulle financière courante en économie capitaliste.

Mais, bien entendu, cela n'est pas possible, puisque, comme tout le monde le sait, la Chine est un pays socialiste et son économie est au service du peuple.

La vérité vient enfin d'éclater : un journaliste économique chinois vient d'avouer son crime. C'est lui qui a alerté les investisseurs par de fausses rumeurs et qui, donc, est à la base de ce crash.

Nous voilà donc bien rassurés !

août 2015

► Le 30 août : Départ de François de Rugy : la réaction de Sophie Bringuy

"Même si ce n'est pas une surprise, je regrette la décision de François de Rugy, qui a longtemps œuvré pour l'écologie politique, tant localement que nationalement.

Je ne partage pas son constat : l'écologie, en tant qu'elle propose des solutions qui prennent en compte l'interdépendance des questions environnementales et sociétales, reste la priorité d'EELV comme l'a montrée la place centrale des enjeux climatiques, de la transition énergétique, de la santé environnementale et de la démocratie lors de nos Journées d'été la semaine dernière à Villeneuve d'Ascq.

Ces sujets restent au cœur de notre action : c'est la ligne politique plébiscitée par les militants écologistes de notre Région en mai dernier.

Ma volonté que l'écologie soit au centre des débats des régionales est plus forte que jamais. Nous sommes les seuls à défendre sans ambiguïté un projet de société qui réponde aux besoins d'aujourd'hui tout en préparant l'avenir.

A quelques mois du rendez-vous crucial de la conférence sur le climat à Paris, j'appelle tous les

écologistes à la responsabilité et à porter avec nous un projet fort et clair pour notre Région.
Sophie BRINGUY

► **Le 28 août : Ségolène Royal et l'écologie**

Commentant la démission de François de Rugy mercredi sur France-inter, Ségolène Royal a déclaré : "*EELV ne parle plus d'écologie, tout le monde le constate*".

Il va falloir expliquer à Mme Royal que EELV parle beaucoup et milite sur beaucoup de sujets qui font partie intégrante de l'écologie :

- lutter contre les Grands Projets Inutiles comme le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes, c'est de l'écologie ;
- lutter pour une taxe carbone, c'est de l'écologie ;
- lutter pour la taxe camion et ne pas désertier la bataille au moindre coup de gueule des populistes, c'est de l'écologie ;
- lutter contre la vente des pesticides et ne pas se contenter de demander qu'ils soient moins visibles, c'est de l'écologie ;
- obtenir du gouvernement auquel on participe la fermeture promise de la centrale nucléaire de Fessenheim, c'est de l'écologie ;
- obtenir du gouvernement auquel on participe les moyens financiers nécessaires à une réelle transition énergétique (créatrice de nombreux emplois), c'est de l'écologie ;
- accueillir humainement les roms et les réfugiés d'Afrique et du Moyen Orient, c'est aussi de l'écologie ;
- ...

► **Le 28 août 2015 : Angela Merkel et les réfugiés**

En décidant de ne plus refouler les réfugiés syriens, en appelant les pays européens à accueillir et se répartir les nombreux réfugiés qui fuient les guerres et la misère (dont une partie est due au changement climatique), en s'opposant frontalement aux racistes xénophobes allemands, Angela Merkel montre son courage et la réalité de ses convictions humanistes. On n'est pas toujours d'accord avec elle en matière d'économie et de finance, mais on aimerait que la droite française (et même la gauche parfois) démontrent les mêmes convictions !

► **15 août 2015 : L'océan en danger**

Dans son dernier numéro (du 8 au 21 août), Télérama publie un très intéressant dossier sur l'océan.

Sur notre planète qu'on nomme improprement Terre, puisque l'océan représente 70% de sa surface, les dégâts de l'augmentation des émissions de CO2 dans l'eau des océans sont déjà importants.

Pourquoi ? Parce que les océans dissolvent le tiers de ce CO2 et une partie de l'élévation de la température du globe. Mais cela entraîne une acidification de l'eau, et déjà le quart des coraux ont disparu ainsi que la très grande biodiversité qu'ils abritent. De plus, cette acidification combinée à l'élévation de la température met en danger le phénomène d'absorption du CO2 et d'émission de l'oxygène qui l'accompagne. La menace pour l'espèce humaine et la vie sur terre ne se résume donc pas aux problèmes climatiques.

On comprend donc le cri d'alarme des spécialistes des océans à l'approche de la COP21.

Et pendant ce temps, différents pays du nord se chamaillent pour le partage de l'Arctique, avec l'espoir de pouvoir exploiter des minerais et du pétrole qui vont devenir exploitables avec la fonte de la calotte glaciaire : « grâce » aux émissions de CO2 et au réchauffement climatique, on va pouvoir extraire encore plus de pétrole et dégager encore plus de CO2 !

Quand course au profit rime avec course à la mort...

► **13 août, Crise du porc : soutenir les producteurs et sortir du productivisme**

Le système productiviste français et européen est en crise. Mais plutôt que de vouloir sauver à tous prix ce système, il faut réactiver les mécanismes d'intervention européennes pour soutenir les producteurs dans l'immédiat, et sortir de la surproduction (l'Europe produit 107% de ses besoins)

en favorisant une production de qualité, plus respectueuse de l'environnement.
Pour lire le communiqué des élu.e.s EELV du grand Ouest, [cliquer ici](#)

► 13 août : Depuis hier, l'humanité vit à crédit

Selon l'ONG Global Footprint Network, en huit mois, nous avons consommé ce que la Terre produit en un an. Ce "*jour du dépassement*" tombe de plus en plus tôt. C'est le 13 août cette année (le 23 décembre en 1970 !).

Au rythme actuel de notre consommation, il faudrait donc 1,6 planète pour subvenir à nos besoins. Par contre, si nous réduisons de 30% nos émissions de CO2 en 2030, le "*jour de dépassement*" sera reculé au 16 septembre.

Pour lire l'article de Ouest France, [cliquer ici](#)

► 6 août : La loi Macron amputée par le Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel vient de retoquer plusieurs dispositions de la loi Macron sur 3 points importants : le projet d'enfouissement des déchets radioactifs à 500 m sous terre à Bure (lorraine) est retoqué ; la limitation des indemnités de licenciement prononcées par les tribunaux prudhommaux est également retoquée, ainsi que l'assouplissement de la loi Evin sur la publicité en faveur de l'alcool.

Bonnes nouvelles, donc. Mais le gouvernement a déjà annoncé qu'il allait représenter ces mêmes dispositions au parlement. Difficile de croire, dans ces conditions, aux convictions sociales et écologistes de ce gouvernement...

Juillet 2015

► ► 25 juillet. Grèce : le point de vue de Keynes

Le professeur d'économie et de philosophie à Harvard Amartya Sen a rappelé lors d'une conférence en mai dernier (dont la traduction est publiée dans le dernier N° de "*l'économie politique*"), l'opinion de J.M. Keynes en 1919 à propos des conditions de "*réparations de guerre*" imposées à l'Allemagne (en pensant fortement à la Grèce).

J.M. Keynes a démissionné de son rôle de représentant de l'Angleterre en plein milieu de la conférence de Paris qui devait débattre de ces "*réparations*" et préparer le traité de Versailles. Il désapprouvait en effet "*la souffrance et la tourmente économique auxquelles il condamnait les ennemis vaincus, les allemands, en leur imposant l'austérité.*"

Keynes y a même consacré un livre ("*conséquences de la paix*") où il décrit les "*réparations d'un montant irréaliste à la charge de l'Allemagne – un fardeau que le pays ne pouvait supporter sans ruiner son économie. Comme ces conditions avaient pour conséquence d'aggraver l'animosité entre vainqueurs et vaincus, et que, de plus, elle [seraient néfastes aux économies] du reste de l'Europe.*"

On sait aujourd'hui que ces conditions ont créé l'écroulement économique de l'Allemagne et le terreau de l'idéologie nazie...

Etrange retournement de l'histoire...

► 22 juillet : Pollution de l'air = un problème économique (et de santé publique)

On savait déjà que la pollution de l'air, en particulier dans les villes, représente un problème important de santé publique : on estime à plus de 40 000 décès prématurés à cause de cette pollution provoquée, pour une part important, par les moteurs diesels (particules fines et oxydes d'azote).

Mais un rapport sénatorial révèle que cela constitue aussi un problème économique : la pollution de l'air coûte chaque année plus de 100 milliards € à la société (coût sanitaire pour les traitements et décès, absentéisme, baisse des rendements agricoles, ...).

Cette étude sénatoriale, rapportée par Leïla Aïchi (EELV) fait des propositions, dont l'alignement du prix du gazole sur celui de l'essence. Mesure que Ségolène royal (Ministre de l'environnement) ne semble pas vouloir la reprendre rapidement à son compte. Sans doute au nom de son hostilité

à une "écologie punitive", comme si 40 000 morts et 103 milliards € ne représentaient pas une punition pour notre société !...

Pour lire le communiqué de EELV sur cette question, [cliquer ici](#)

► **10 juillet ; Parole de Macron :** le projet CIGEO introduit au dernier moment dans la loi Macron. Le projet CIGEO, cela consiste à vouloir enfouir les déchets nucléaires à vie longue (plusieurs centaines d'années) profondément sous terre en Lorraine. Les écologistes estiment que c'est irresponsable de confier des déchets aussi dangereux aux aléas géologiques pour plusieurs siècles.

Déjà, l'acceptation de ce projet figurait dans la loi de transition énergétique. Mais l'intervention déterminée des parlementaires écologistes avait obtenu le retrait de cette disposition.

Déjà, il y a eu une tentative du sénateur Longuet (LR) de remettre ce projet COGEO dans la loi Macron (alors que cela n'a rien à voir avec l'économie ou l'emploi). Mais le ministre Macron avait exprimé l'opposition du gouvernement.

Mais au détour de l'utilisation du 49-3 pour faire passer en force la loi Macron, le gouvernement a entériné la proposition du sénateur Longuet.

Selon *Le Monde*, les députés écologistes estiment que "Ce coup de force (...)rompt définitivement la confiance que les écologistes avaient dans ce gouvernement."



► Grèce : Appel des députés EELV et Front de Gauche

A l'initiative des députés EELV, un appel a été lancé (et signé par les députés Front de Gauche et gauche socialiste). Pour le lire, [cliquer ici](#).

► Grèce : Rassemblement ce soir à 18h30 place du Bouffay à Nantes

Il faut que tous les dirigeants européens s'attellent à la tâche urgente de sauver la Grèce et l'Europe, de façon pragmatique et résolue. Par exemple :

- il faut alléger la dette grecque (par ex. du montant des bénéfices des grandes banques réalisés sur le dos de la Grèce et de la BCE). Il faut aussi ré échelonner cette dette.

► il faut arrêter de vouloir imposer au peuple grec un accroissement de la misère.

mais il faut aussi que l'Etat grec décide de faire payer des impôts aux armateurs et à l'église orthodoxe (grand propriétaire foncier).

► Il faut aussi que l'Etat grec diminue très fortement son budget militaire (le double, en proportion, du budget militaire français).

etc...

► Le 5 juillet : Le peuple grec s'est prononcé

Les électeurs et électrices ont voté massivement « NON » à l'aggravation de l'austérité que les principaux dirigeants européens voulaient leur imposer. C'est exactement cette politique qui a échoué et provoqué un fort accroissement de la pauvreté dans le peuple et de la dette publique. Il va maintenant falloir négocier sérieusement pour éviter un crash de l'Europe.

Nicolas Sarkozy, toujours aussi visionnaire, a déclaré hier que Alexis Tsipras devrait démissionner si le oui l'emportait. Mais comme le non a été massif, Angela Merkel devra-t-elle démissionner et François Hollande faire amende honorable (puisqu'ils ont appelé les Grecs à voter oui) ???

► Le 5 juillet. Le marais poitevin sauvegardé : l'autoroute A831 abandonnée

- Alors que le Marais poitevin est la seconde zone humide de France, protégée par un Parc naturel régional financé par le Poitou-Charentes et les Pays de la Loire ;

- Alors que l'autoroute Nantes Bordeaux a été déviée par l'Est de Niort pour éviter de le traverser, sous l'impulsion des écologistes et de Ségolène Royal ;
- Alors que, malgré une Déclaration d'Utilité Publique pour la construction d'une autoroute Fontenay-Rochefort traversant le marais poitevin, les différents gouvernements de droite et de gauche ont refusé de la financer ;

...les productivistes (de la droite et du PS) soutenaient toujours ce projet, Retailleau et Clergeau en tête.

Fort heureusement, le Président de la République vient d'annoncer qu'il ne prolongerait pas la DUP, qui arrive à échéance dans quelques jours.

On va pouvoir enfin parler de projets sérieux, jusqu'ici retardés, comme l'amélioration de la liaison SNCF Nantes-Bordeaux ou le contournement automobile de Marans.

Pour lire le communiqué des élu.e.s écologistes à la Région Pays de la Loire, [cliquer ici](#)

► **Encore des soutiens au peuple grec**

Le Parti Vert Européen et des eurodéputés écologistes ont lancé un appel aux dirigeants européens qui dit, par exemple : *"Ce n'est pas seulement l'avenir de la Grèce qui est en jeu, c'est celui de l'Union toute entière. Il s'agit de nos efforts communs pour construire une démocratie européenne. Si l'idée d'une Europe unie et démocratique, tenant ses promesses de liberté, de paix et de prospérité commune ne peut plus trouver les architectes de son unité, elle faiblira et mourra."*

Pour lire l'appel, [cliquer ici](#).

Pour signer une nouvelle pétition de soutien au peuple grec, [cliquer ici](#)

Juin 2015

► ► **Rassemblement à Nantes Mardi 30 juin 19h00 place Royale en soutien au peuple grec**

Le Premier Ministre grec, A. Tsipras, a invité le peuple à décider souverainement de son avenir, par un referendum organisé le 5 juillet. Le gouvernement grec a livré un rude combat dans des conditions d'asphyxie financière inouïes pour aboutir à un accord viable et mutuellement bénéfique avec ses partenaires.

Après cinq mois de négociations, les institutions en sont venues à poser un ultimatum qui contrevient aux principes de l'UE et sape la relance de la société et de l'économie grecques.

Les créanciers exigent que le gouvernement grec applique les politiques mémorandaires comme l'avaient fait ses prédécesseurs. Ces propositions violent absolument les acquis européens. Leur but est l'humiliation de tout un peuple, et elles manifestent avant tout l'obsession du FMI et des institutions européennes pour une politique d'extrême austérité.

Nous invitons le peuple français, les partis de la gauche et tous les mouvements à manifester leur solidarité avec le peuple grec et leur rejet des diktats de l'austérité.

NON aux chantages et aux ultimatums

NON à la faillite sociale

NON aux mémorandums et à l'austérité

Pour la dignité et le bien-être des peuples européens

Pour une Europe démocratique et solidaire

Rassemblons-nous mardi soir 30 juin à 19h à Nantes

Collectif unitaire de soutien au peuple grec :

Localement, Démocratie & Socialisme, Ensemble !, Europe Ecologie Les Verts , Nouvelle Donne, NPA, Parti de Gauche, PCF, République et Socialisme, Union syndicale Solidaires, Syndicat de la Médecine Générale et des citoyen-nes ont d'ores et déjà rejoint le collectif.

► **L'Europe au bord du gouffre**

Plusieurs dangers graves éclatent en ce moment au sein de l'Union Européenne :

- L'Europe est incapable de dégager une action solidaire face à l'arrivée de réfugiés (dont les pays sont bombardés, pour certains, par les occidentaux). Les égoïsmes nationaux et la xénophobie sans retenue ; la Hongrie est même en train de bâtir des murs de barbelés à sa frontière ; la Grèce et l'Italie n'ont qu'à se débrouiller !
- La Grèce est sur le point de devoir sortir de l'€uro si elle n'accepte pas une nouvelle dose d'austérité et d'accroissement de la pauvreté (remède qui a déjà démontré son inefficacité) ; et cela menace un peu plus la crédibilité de l'Union européenne et de l'€uro ; cela menace aussi plusieurs grandes banques européenne (françaises, en particulier).
- Le Royaume uni menace toujours de sortir de l'Union européenne, dans son désir d'arrimage avec l'Amérique du Nord. Jamais l'Europe n'a jamais été aussi menacée et ses valeurs fondamentales mises à l'épreuve. Jamais l'illusion de pouvoir s'en sortir mieux tout seuls, refermés sur nos frontières n'a été aussi forte, face aux incertitudes et menaces auxquelles le monde doit faire face.

Il est temps de réagir et d'affirmer que seules des solutions de coopérations et de solidarités peuvent être efficaces.

► **Ce dimanche, c'est la fête de l'écologie à Nantes !**

J-2 ! Dimanche prochain aura lieu à Nantes la fête de l'écologie, un événement ouvert à toutes et tous, dans un cadre accueillant et convivial : la maison de quartier "Le Dix".

Pour cette première édition, nous avons souhaité conjuguer festivités et grands débats. De 11H à 18H, la journée sera ainsi rythmée entre deux ateliers participatifs, une conférence sur le climat et des moments conviviaux avec un groupe de musique le midi ainsi que des stands associatifs et créatifs qui donneront du concret entre écologie et vie quotidienne.

Pour plus d'information sur la programmation : RDV dès maintenant sur le site internet de la fête de l'écologie : [cliquer ici](#)

Le lieu : Maison de quartier "Le Dix", Butte Sainte-Anne, 10 place des Garennes, 44100 Nantes

► **Manifestation de soutien à la Grèce et aux migrants**

Des manifestations de soutien à la Grèce et pour les migrants ont eu lieu aujourd'hui à Berlin, Rome et Paris.

Pour lire l'article du *Point*, [cliquer ici](#).

En effet, face à l'arrivée de réfugiés en Italie et en Grèce, la majorité des pays européens refusent de prendre leur part de cette charge, tels la Hongrie dont le gouvernement de droite extrême érige des murs de barbelés sur des dizaines de km ou la France qui tente de fermer sa frontière italienne à Vintimille, sans parler de Sarko qui compare d'arrivée de réfugiés à "une fuite d'eau" qu'il faut réduire et pas répartir. Alors même que ces réfugiés viennent souvent de pays qui subissent ou ont subi des bombardements intenses des pays occidentaux !

D'autre part, les dirigeants européens et le Fond Monétaire International mènent un bras de fer pour imposer à la Grèce des mesures d'austérité (baisse des retraites des fonctionnaires, augmentation de la TVA, ...) pour diminuer la dette de l'Etat grec. Or, c'est la même politique d'austérité appliquée en 2014 qui a provoqué des baisse énormes des salaires et des retraites, une explosion de la pauvreté et un effondrement de la consommation, et dont de l'activité

économique. L'endettement de l'Etat grec, en comparaison du PIB (en chute libre), a dont fortement augmenté. Et c'est cette même politique, qui a démontré son échec, que les dirigeants de l'union européenne et du FMI voudraient encore imposer... au lieu de l'aider à lutter efficacement contre l'évasion et la fraude fiscale, par exemple.



► **Réunion sur la situation en Grèce**
mercredi 17 juin à 20h30 à la manu

Le collectif nantais de soutien au peuple grec organise mercredi 17 juin à 20h30 à la manufacture des tabacs une réunion-débat sur la situation en Grèce.

Le docteur Patrick Dubreil, membre du Syndicat de la Médecine Générale, nous fera partager son séjour à Athènes effectué du 11 au 16 mai dans le cadre de la délégation du collectif santé solidarité avec la Grèce.

Verveine Angeli membre du collectif unitaire national "Avec les grecs" fera un point sur la situation politique.

Un débat avec la salle clôturera cette soirée.

► "Malades étrangers en danger de mort"

Par une manifestation devant la Préfecture de Nantes, l'observatoire du droit à la santé des étrangers (ODSE) dénonce "le traitement inhumain réservé par l'État à des malades étrangers."

Pour lire l'article de Ouest-France, [cliquer ici](#)

► La loi Macron minoritaire :

Pour la seconde fois, le gouvernement va utiliser l'article 49.3 de la constitution qui permet au gouvernement de faire passer "en force", sans vote, une loi qui risque de ne pas obtenir la majorité à l'Assemblée nationale (ou qui risque d'être modifiée de façon importante). Cette loi est alors considérée comme adoptée, sauf si une motion de censure obtient une majorité et oblige le gouvernement à démissionner. Cet article 49.3 est un des *charmes* de l'actuelle constitution qui donne, en réalité, la primauté au gouvernement face au parlement, pourtant issu du suffrage universel (alors que le gouvernement est simplement *nommé* et pas élu).

Cette façon de procéder du gouvernement est un véritable aveu de faiblesse : c'est la reconnaissance, pour la seconde fois, que certaines dispositions de la *loi Macron*, et l'orientation politique qui les sous-tend, sont minoritaires face à la représentation nationale...



► Communiqué de Bolivia Inti Sud Soleil : décès de Marion DOREL

C'est avec une profonde tristesse que nous vous informons du décès à Dakar dans la nuit du jeudi 11 juin au vendredi 12 juin de Marion DOREL, salariée de Bolivia Inti – Sud Soleil (BISS) en charge de la démarche carbone à Kindia en Guinée. Marion est décédée des suites d'un paludisme très grave à la clinique de la Madeleine de Dakar où elle avait été rapatriée dans la journée de jeudi après avoir été hospitalisée dans un premier temps à Conakry en Guinée.

Cette jeune femme de 27 ans avait croisé à de nombreuses reprises le chemin de BISS.

Pour lire l'hommage de BISS, [cliquer ici](#).

► Aider "Alternatives économiques"

Comme d'autres journaux d'information libre et indépendante, le mensuel "Alternatives Économiques" est en difficulté financière. Ce journal (que je cite souvent dans ce blog) donne une indispensable lecture de l'économie contradictoire à la vision officielle, productiviste et libérale.

Pour apporter votre aide, [cliquer ici](#).

► Non à la publicité pour l'alcool !

Il faudrait boire plus d'alcool, car c'est bon pour notre économie et nos emplois ???

C'est en substance ce que veulent nos parlementaires qui viennent d'amender en ce sens



la loi sur la Santé (loi Evin) qui encadre depuis 1991 la publicité de l'alcool.

Mais ne nous y trompons pas, le lobby du vin est aux manœuvres ! La fédération "Vin et Société", un puissant lobby constitué de 29 organisations régionales et nationales a purement et simplement écrit l'amendement pour le compte du sénateur César, comme le montre une enquête exclusive de FranceTV.

Nous ne pouvons tolérer cela ! Dans 2 jours, Hollande a prévu de se rendre à Vinexpo, le plus grand salon international dédié au vin. Envoyons lui un signal très fort que notre Santé passe avant les profits !

Pour signer la pétition, [cliquer ici](#)

► **Stop à la Directive Secret des Affaires !**

Sous prétexte de lutte contre l'espionnage industriel, l'Union Européenne est en train de préparer une directive "secret des affaires" interdisant aux journalistes de divulguer des informations sur les entreprises.

Si cette directive établissant une censure de la part des entreprises était adoptée, plusieurs affaires n'auraient pas pu être divulgués (scandale financier de Luxleaks, des pesticides de Monsanto, du scandale du vaccin Gardasil...).

Pour signer la pétition contre cette directive, [cliquer ici](#)

► **Poutine soutient le Front national**

Alors que la Russie vient d'interdire l'entrée sur son territoire de 89 personnalités politiques européennes (dont plusieurs parlementaires français), Marine Le Pen, elle, semble être accueillie à bras ouverts : son dernier voyage à Moscou date de fin mai (le troisième en 2 ans) et une banque russe vient d'accorder un prêt de 9 millions € au Front National.

On avait déjà remarqué le soutien du FN à la Russie dans le conflit ukrainien. Est-ce type de société que le FN souhaite imposer en France ?

► **Stéphane Le Foll ne va pas interdire le Roundup, pourtant classé comme "probablement cancérigène".**

Le ministre de l'agriculture en a donné l'explication suivante : *"Si je l'interdisais, mais que je n'ai pas d'alternative, que me diraient les agriculteurs ? On viendrait me dire, vous êtes en train de détruire la production agricole."*

Il a cependant précisé que ce produit est "dangereux" et il a recommandé au jardinier du dimanche d'arrêter de l'utiliser : *"Un peu d'herbe, ça n'a jamais fait de mal à personne"*

Tandis qu'un peu d'herbe dans les champs, ce serait une catastrophe !...

► **Le 10 juin : l'EPR de flamanville...**

Maintenant, c'est les soupapes ! ...

Jeux concours : "A quelle date, le coût de cette merveilleuse vitrine de la technologie française atteindra-t-elle 12 milliards € ?"

Premier prix : un an de blocage supplémentaire des salaires de la fonction publique : il faut bien boucher le trou ! Et c'est quand même pas les patrons (qui vont peut-être un jour parvenir à créer quelques emplois) qui vont payer !



► Le 9 juin : Evacuation musclée de réfugiés à Paris

Lundi aux alentours de 14 heures, les forces de l'ordre ont entrepris d'évacuer un petit campement provisoire installé près de la halle Pajol, dans le 18ème arrondissement de Paris, où quelques dizaines de migrants demandeurs d'asile s'étaient réfugiés depuis trois jours.

Sur place, l'ambiance est extrêmement tendue. Les CRS encerclent d'abord le groupe de migrants, originaires d'Erythrée. Plus d'une heure plus tard, après quelques affrontements entre la police et les militants, des gaz lacrymogènes sont utilisés pour disperser la foule. Certains



élus sont molestés (photo)

Selon une source policière, près de 90

migrants ont été emmenés. Plusieurs d'entre eux, à la suite de malaises, sont évacués en ambulance. Une situation intolérable pour nombre d'élus du 18ème arrondissement.

Pascal Julien (EELV), constate, interrogé par metronews :

"Toute cette opération prouve que l'évacuation du campement de la Chapelle était de la poudre aux yeux.

Quatre jours plus tard, tout le monde est dehors, il n'y a pas

eu de relogement ou d'initiative durable."

Protestation, également, des élus Front de gauche. Quant à la Maire de Paris, Anne Hidalgo, elle se dit *"troublée"* et envisage même de construire un centre d'hébergement de courte durée des réfugiés.

► Le 8 juin : Suppression des *Guinguettes* à Sainte-Luce

La municipalité a décidé de supprimer les *guinguettes* de la St Jean qui avaient lieu tous les 2 ans sur les bords de Loire en juin (et attiraient pourtant 10 000 personnes). Après la suppression de *"court bouillon"*, festival des arts de la rue, la municipalité de droite affirme sa volonté de ramener l'animation culturelle en salle, bien tranquille, bien payante...

La droite n'aime pas les manifestations populaires ; elle n'aime pas non plus l'aide sociale (suppression d'un poste de travail au Centre Communal d'Action Sociale), ni les transports en commun... C'est la droite, quoi !

► Le 8 juin : République et démocratie

Alors que de plus en plus de décisions importantes sont prises par les intercommunalités, et non plus par les communes, la majorité de droite au Sénat vient de rejeter l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel dans le cadre de la loi de décentralisation.

Cela pose donc une question subsidiaire : *"Les Républicains"* sont-ils Démocrates ?

► Le collectif Romeurope appelle à manifester :

**le mardi 9 juin à 8h00 devant Nantes Métropole
2, place du Champ de Mars, devant la Cité des Congrès**

pour exiger

- l'arrêt des évacuations sans solution (application de la circulaire)
- la stabilisation des lieux de vie existants avec un accompagnement social
- l'accès à la scolarisation et à la formation
- l'engagement réel des élus pour créer des conditions de vie dignes et humaines (accès à l'eau, aux sanitaires, à l'électricité...)



► Le 6 juin : L'environnement, selon "les Républicains" (LR)

Ça y est, le parti "les Républicains" (UMP) est équipé pour les questions d'environnement ! Sarkozy vient de confier ce sujet à Maud Fontenoy. Et on va voir ce qu'on va voir !

"L'écologie est trop importante pour être réservée à la gauche", a-t-elle déclaré en ajoutant qu'il faut rompre avec les "discours culpabilisants et alarmistes".

Alors, l'écologie, selon Maud Fontenoy et LR, c'est quoi ?

- c'est oui aux gaz de schiste, pour faire baisser le prix de l'énergie en France : les gaz de schiste, c'est sans doute bon pour l'environnement !
- c'est oui aux OGM pour pouvoir nourrir l'humanité : ça aussi, c'est bon pour la biodiversité !
- c'est oui au nucléaire, cela "reste encore la moins polluante et la moins chère" des énergies : Tchernobyl, Fukushima, l'échec industriel de l'EPR, ça existe ???

Finalement, elle veut une "écologie qui rime avec économie". Ça, on l'avait bien compris : pour Maud Fontenoy et LR, l'important c'est de défendre le point de vue des lobbies industriels et financiers, ... et au passage de marginaliser Nathalie Kosciusko-Morizet !

► Le 4 juin : Climat : des paroles, mais pas des actes

L'OCDE épingle l'incohérence des Etats sur les émissions de CO2 : Les ressources fossiles (charbon, pétrole) accaparent encore les deux tiers des investissements réalisés dans le secteur énergétique. Pis : les investissements qu'y réalise le secteur privé continuent de bénéficier d'aides publiques à un niveau élevé : entre 50 et 82 milliards d'euros par an pour les seuls 34 pays de l'OCDE.

Pour lire l'article des *Echos*, [cliquer ici](#)

Il y a encore pas mal de boulot d'ici la COP 21 à Paris en novembre prochain !...



► Les "courberies de Sapin" :

A propos de la période où il était Ministre du travail et de l'emploi et où il passait son temps à observer attentivement les courbes du chômage, Michel Sapin évoquait en privé, et en forme d'autodérision, les "courberies de Sapin".

► Le 3 juin : NDDL : audience au tribunal administratif

L'Etat et les collectivités locales (Régions Bretagne et Pays de la Loire, département 44, Nantes Métropole, CARENE et Cap Atlantique) ont versé une première subvention de 38 millions € à Vinci (Aéroport du Grand Ouest) en 2011.

Mais ils auraient dû en avertir l'Europe au préalable pour vérifier la compatibilité avec les règles européennes, ce qui n'a été fait que 2 ans plus tard. Finalement, la Commission européenne a confirmé la compatibilité des subventions, tout en soulignant que l'information préalable de l'Europe est également indispensable.

En conséquence, lors de cette audience, la Rapporteuse publique a proposé de rejeter la demande de remboursement des 38 millions€, mais a proposé le paiement par AGO des intérêts sur cette somme sur 2 ans, c'est-à-dire la période où cette subvention était illégale.

Les élu.e.s opposé.e.s à l'aéroport (qui ont porté plainte) évaluent ces intérêts à 450 000 € et estiment qu'en cette période de réduction des dotations de l'Etat, ces sommes seraient plus utiles si elles étaient remboursées.

Le jugement est mis en délibéré.

► **Le 2 juin : La COP 21 sponsorisée par les pollueurs ?**

Le gouvernement français a décidé de confier 20% du financement de la COP 21 (Conférence de l'ONU sur le changement climatique à Paris en novembre 2015) à un groupement d'entreprises privées, dont Engie (ex-GDF Suez), EDF, Renault-Nissan, Air France, BNP-Paribas, Suez Environnement (qui milite pour les gaz de schiste), Michelin, le Syndicat des eaux d'Ile-de-France (filiale de Veolia), etc.

Cela représente un apport de 34 millions €, alors que les fonds publics vont participer à hauteur de 700 millions € à la prochaine coupe d'Europe de football en 2016, également en France.

Cela correspond-il à un engagement de ces entreprises à participer, dans leur activité, à réduire leurs émissions polluantes ? Il n'en est rien, puisque Engie et EDF participent activement à la construction de centrales au charbon (de très loin les plus émettrices de CO2) un peu partout dans le monde. Le gouvernement français prend ainsi le risque qu'un clash des ONG, associations, mouvements sociaux et syndicats vienne entacher la négociation (comme ce fut le cas pour la COP 19 en Pologne).

Déjà, 350 organisations ont fait paraître un communiqué de protestation : **pour le lire, [cliquer ici](#)**. Lire également l'article sur le blog de Maxime Combes, Economiste, membre d'Attac France : [cliquer ici](#), qui souligne que les 34 millions € auraient été vite trouvés par une lutte efficace contre l'évasion fiscale pratiquée par ces « sponsors » (IKEA, LVMH, BNP Paribas notamment).



Mai 2015

► **Le 26 mai : Feu vert au TAFTA de la commission du commerce international du parlement européen**

Yannick Jadot et les parlementaires écologistes dénoncent le groupe socialiste qui s'est rangé derrière les conservateurs et les libéraux pour privilégier les firmes multinationales.

Pour lire le communiqué de presse, [cliquer ici](#)

► Scandale à la Fifa

Ouest-France 29/05/2015



► Concert des élèves de Planète Jazz

Samedi 30 mai à Ligéria à partir de 14h00.

Pour les amateurs, les groupes les plus expérimentés passeront à partir du milieu d'après-midi.



► Le 26 mai : Une fois de plus, la SNCF veut supprimer les trains inter cités

Ayant tout misé sur les TGV, la SNCF n'a réalisé aucun achat de matériel pour ces trains inter cités (les voitures corail ont plus de 35 ans), a supprimé de nombreux trains de nuit et n'offre souvent que des horaires peu attractifs.

Alors que sera rendu public, mardi, le rapport du député PS du Calvados Philippe Duron concernant l'avenir des trains d'équilibre du territoire (TET, le nom officiel des Intercités), l'association des Villes de France et l'Association des Régions de France ont alerté sur les « *risques d'un scénario noir de démembrement de ces liaisons essentielles pour les territoires* », lors d'une conférence de presse, le 20 mai. Pour lire l'article de *Libération* sur ce sujet, [cliquer ici](#) Pour lire le communiqué des élu.e.s EELV à la région PdL, [cliquer ici](#)

► Contre les tribunaux arbitraux privés

On le sait, la menace la plus grave du projet d'accord de libre échange entre L'UE et les USA, c'est l'instauration d'un mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats : il s'agirait de mettre en place des tribunaux internationaux privés qui court-circuiteraient les juridictions (démocratiques) des Etats.

A l'heure où les négociations sont toujours en cours, mais sans réelle transparence, cette question est l'objet d'un débat important au sein du parlement européen.

Pour lire l'intervention de Yannick Jadot (député européen EELV) sur cette question, [cliquer ici](#)

► Une école installée à l'ombre d'une centrale nucléaire au mépris des règles de sécurité

Dans le Loir-et-Cher, un groupe scolaire a été inauguré il y a quelques mois. Problème, il se situe près de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux et ne respecte pas les mesures de sécurité préconisées par l'Autorité de sûreté nucléaire (distance d'au moins 2 km). Une

inconscience qui n'est pas sans rappeler le précédent tragique de l'usine AZF.
Pour lire l'article de Reporterre, le quotidien de l'écologie sur le mail, [cliquer ici](#)

► "Dati : le contrat de dépenses"

Dans sa chronique du matin à France-Inter, Charline Vanhoenacker a évoqué le rapport de la cour des comptes traitant des dépenses effectuées par Rachida Dati lorsqu'elle était Ministre de la justice : 9000 € de dépenses indues (notamment des vêtements) et 180 000 € de communication. Charline a évoqué le slogan "*Dati, le contrat de dépenses*" et émis la crainte que cela ne relance la polémique sur "*le port du foulard Hermès dans les lieux publics*". Et à propos de la défense de Rachida Dati évoquant des attaques gratuites, elle a ajouté : "*ça au moins, ça ne coûte pas un rond au contribuable !*".

Pour ré-écouter la chronique de Charline Vanhoenacker, [cliquer ici](#)

► Défaite de l'équipe de foot féminine du PSG en finale de la coupe d'Europe :

Malgré un très bon match durant lequel les deux équipes étaient à égalité 1-1, l'équipe de Francfort a marqué le second but de la victoire, 3 minutes avant la fin. Dommage pour les joueuses du PSG à qui il était promis une prime de 5000 € en cas de victoire. Bien entendu, cette somme n'a rien à voir avec celle promise aux membres de l'équipe masculine (éliminée en demi-finale) en cas de victoire en finale : 1 million € !

Il est vrai qu'au Qatar, les femmes n'ont peut-être pas le droit de jouer au foot-ball ...

► Le 12 mai : Adieu à Serges Doussin

De très nombreuses personnes ont assisté, au cimetière parc, à l'adieu à Serges Doussin. Retour ligne automatique

Pour ma part, j'ai connu Serges Doussin à Brissonneau et Lotz Marine à partir de 1973. Il était ajusteur et jeune leader de la section CGT ; j'étais chaudronnier et futur leader de la section CFDT. Nous avons mené ensemble des mouvements revendicatifs, avec des prises de parole partagées lors des débrayages. Retour ligne automatique

Puis il est parti comme permanent des métallos CGT44, est devenu, ensuite, le secrétaire de l'union Départementale CGT44. Après, nous nous sommes recroisés à diverses occasions, dans le cadre de mes responsabilités politiques (par exemple lorsque j'étais Vice-président de la Région en charge de la formation professionnelle et de l'apprentissage). Retour ligne automatique

Tout au long de son parcours, c'est bien l'image d'un infatigable militant syndicaliste qu'il a laissée.

Et c'est cette image qui est ressortie des nombreux témoignages qui ont jalonné cette cérémonie des adieux : témoignages des "Gitane" de Machecoul, des "Filles de chez Chantelle", de l'UL de Chateaubriand, ou de Maurice Michelet (CGT ANPE) ; mais aussi de Aymeric Seassau (Secrétaire du PCF44) et de Johanna Rolland (Maire de Nantes et Présidente de Nantes Métropole). Retour ligne automatique
Hommages mérités à ce militant de la cause ouvrière !

► Le 10 mai 2015 : Un petit coup de "Canard", pour le plaisir

"Mieux que Sarko l'ami du Qatar, voilà Hollande promu meilleur pote de l'Arabie saoudite, un pays très normal où les décapitations au sabre sont aussi banales que les tempêtes de sable. Lundi, tandis que Hollande foulait le tapis rouge, les têtes de cinq nouveaux condamnés à mort roulaient au sol. En grande forme, le royaume wahhhbite bat des records avec 78 décapitations



depuis janvier."

► 8 mai 1945 : ne pas oublier le massacre de Sétif

Dans une tribune publiée aujourd'hui dans Ouest France (pour la lire, [cliquer ici](#)), Alain Dujardin rappelle que les manifestations pour célébrer la libération qui se sont déroulées le 8 mai 1945 ont été marquées par des slogans nationalistes et des drapeaux algériens. A Sétif et Guelma, la police tire sur les porteurs de drapeaux, ce qui déclenche des émeutes faisant 102 morts parmi les colons. Il s'en est suivie une répression féroce de la police française qui a fait plusieurs milliers de morts algériens.

Comme l'écrit l'historien Mohamed Harbi, "*La guerre d'Algérie a bel et bien commencé à Sétif le 8 mai 1945.*"

Alain Dujardin, Président de l'association "*Anciens Appelés en Algérie et leurs Amis Contre la Guerre*" (4ACG), souhaite rappeler cet épisode trop méconnu : "*La vérité ne divise pas, elle rassemble.*"

Site de l'association : <http://4acg.org/>

► Le 7 mai : droit de mutiler ?

On se souvient de la manifestation massive du 22 février 2014 contre Notre Dame des Landes, ternie par des heurts, mais avec une stratégie policière incompréhensible (contestée par un syndicat de policier) et l'usage de flash-ball sur des manifestants qui n'avaient rien de "casseurs". Résultat : 3 jeunes étaient gravement blessés et l'un d'entre eux a définitivement perdu un œil. Plusieurs plaintes ont été déposées par les familles des 3 jeunes, entre autres.

Il a fallu attendre un an pour savoir les suites données à ces plaintes. Et le résultat est tombé il y a quelques jours : ces plaintes sont classées sans suite, la Procureure de la République ayant estimé qu'il n'y avait "*pas d'éléments permettant de caractériser une infraction*".

Cet avis est d'autant plus surprenant que, depuis, le Ministre de l'intérieur a interdit l'usage de certaines armes qui avaient été utilisées lors de cette manifestation.

La coordination des opposants à NDDL a publié un communiqué qu'on peut lire [en cliquant ici](#)

Hier, la Ligue des droits de l'Homme, le Syndicat des Avocats de France et le Syndicat de la Magistrature ont également publié un communiqué de presse titré "*Pour le droit à la vérité et à la justice*".

Ils écrivent notamment : "*C'est pourquoi nous demandons que la vérité soit établie sur les manières, circonstances et conditions dans lesquelles chacune des personnes blessées l'a été, que les responsabilités soient recherchées et par conséquent la justice rendue.*"

Et ils concluent : "*nous réaffirmons que pouvoir contester collectivement ce que l'on estime être injuste, c'est exercer une liberté publique fondamentale. Manifester publiquement est une des nombreuses formes d'expression de la citoyenneté et de la démocratie ainsi que de leur apprentissage. Elle ne doit pas conduire à une mise en danger.*"

Pour lire ce communiqué, [cliquer ici](#)

► 3 mai : coup de gueule !

Le jeudi 30 avril, les Roms occupant deux terrains à Saint-Herblain ont été évacués par la police sur ordre du Préfet. Les 128 caravanes tractées par des voitures en piteux état ont erré à la recherche d'un point de chute, tout au long de la journée dans la plus grande confusion.

Qui est responsable de cette situation lamentable ?

→ Les propriétaires des deux terrains sont Total et le Grand port maritime. Peut-on imaginer qu'ils aient porté plainte sans un accord de l'Etat ?

→ Le Préfet de département, qui a ordonné l'évacuation par la force, sans appliquer la circulaire interministérielle du 26 août 2012 qui prévoit de faire des propositions préalables de relogement avant toute évacuation, ne représente-t-il pas le gouvernement (PS) ?

→ Pourquoi Nantes Métropole ne prend-elle pas cette situation en mains en négociant la répartition

de ces quelques centaines de Roms entre les 23 communes de l'agglomération (de 600 000 habitants) pour assurer leur accueil et leur accompagnement social en vue de leur intégration ? Si chaque commune faisait le même effort que les communes de Indre, Sainte-Luce ou Couëron, le problème peu glorieux pour l'agglomération n'existerait plus.

→ Mais au fait, qui dirige le gouvernement, l'Etat et Nantes Métropole ???

Face à cette politique de la patate chaude, quelques protestations ont été émises. Par exemple, l'Association républicaine des anciens combattants de Couëron (ARAC) qui dénonce la non application de la circulaire interministérielle.

On regrette cependant la timidité des protestations des groupes d'élus de Nantes Métropole.

► **3 mai : Enquête préliminaire contre Vinci**, suite à la pétition et la plainte pour travail forcé et réduction en servitude des migrants au Qatar, pour la construction des installations en vue de la coupe du monde de football de 2022.

Vinci, ça me dit quelque chose... **Vinci, Vinci...**

Mais oui, ça y est ! C'est le groupe qui est (peut-être) chargé de construire un nouvel aéroport à Notre Dame des Landes ! Et qui en attendant fait pas mal de bénéfices avec Nantes Atlantique et ses parkings (fort) payants ! C'est ce groupe qui a embauché Bernard Hagelsteen, l'ancien Préfet des Pays de la Loire qui a décidé de "pantoufler" après avoir signé la déclaration d'utilité publique de Notre Dame des Landes...

Pour signer la pétition contre Vinci, [cliquer ici](#).

avril 2015

► **Le sport est-il une chance pour la personne en situation de handicap mental ou psychique ?**

Tel est le thème de la soirée organisée par le comité départemental du sport adapté et son président Christian Loirat :

Le mardi 28 avril à 19h30 à Ligéria (Sainte-Luce)
débat suivi d'un cocktail

► **Le 25 avril : 41ème anniversaire de la révolution des œilletons au Portugal**

Le 25 avril 1974, les jeunes officiers de l'armée, épuisés par la longue guerre coloniale menée en Angola et en Mozambique, renversaient la dictature sans effusion de sang (avec des œilletons dans les fusils) et instauraient la démocratie.

Pour écouter "*Grândola Vila Morena*", qui est le chant qui a servi, à la radio portugaise, de signal pour le déclenchement de la révolution des œilletons, [cliquer ici](#).

Le 25 avril, c'est aussi le souvenir de notre vieil ami portugais Valdo, qui nous a quittés le 30 juin 2012...

Pour relire l'article sur Valdo, [cliquer ici](#)

► **Le 23 avril : Signez la pétition "Fermer Fessenheim, c'est maintenant !"**

Cette centrale, la plus vieille de France, cumule les risques : zone sismique et inondable, couloir aérien, conception défectueuse, ... Nous venons de porter plainte contre EDF suite aux fuites d'eau massives qui ont conduit à l'arrêt de Fessenheim pendant 7 semaines. Aidez-nous à faire "monter la pression" : signez et diffusez la pétition pour que Hollande mette en œuvre immédiatement son engagement de fermer Fessenheim !

Pour signer la pétition du réseau 'Sortir du nucléaire', [cliquer ici](#)



► **Le 20 avril : Robert CHIRON est décédé samedi dernier**

Les élus écologistes et citoyens rendent hommage à Robert Chiron

Robert Chiron a marqué l'écologie politique de l'agglomération nantaise et bien au delà.

Son engagement était celui de l'écologie accessible à tous, en direction des plus modestes.

Ses combats étaient nombreux : de l'accès des rives de l'Erdre à la création de Bolivia Inti Sud Soleil, en passant par la construction de la maison familiale à énergie positive ou son opposition au projet d'aéroport à NDDL ; ses engagements étaient entiers.

Jovial, attentif, pédagogue, Robert était une sentinelle.

Sentinelle comme les abeilles qu'il affectionnait tant.

Il laisse un héritage riche qu'il nous faudra faire fructifier.

En ces jours douloureux, nous assurons sa famille de notre soutien et de notre amitié.

Cérémonie mardi 21 avril à 16h00 en l'église de la Chapelle/Erdre. Robert ne souhaitait pas de gerbe, juste quelques fleurs coupées et des dons pour les associations qui luttent contre le cancer ainsi que pour Bolivia Inti.

► **Le 19 avril : lettre de EELV à propos de l'EPR de Flamanville :**

[cliquer ici](#)

► **Le 18 avril : Aujourd'hui, c'est la journée mondiale d'action contre les accords de commerce et d'investissement**

Ce samedi 18 avril, rappelons notre opposition à TAFTA

Ce samedi 18 avril, deux jours avant le lancement du neuvième cycle de négociations de l'accord transatlantique à New York, a lieu la "*Journée mondiale d'action contre les accords de commerce et d'investissement*". En France, les associations et mouvements sociaux réunis dans le Collectif Stop TAFTA appellent à la mobilisation populaire dans tout le pays. A cette occasion, les eurodéputés Europe Ecologie réitèrent leur opposition au Traité transatlantique et invitent l'ensemble des citoyen-ne-s et tous les militant-e-s écologistes à participer à cette journée de mobilisation festive.

La suite sur :

<http://europeecologie.eu/Ce-samedi-18-avril-rappelons-notre-opposition-a-TAFTA>

► **Le 16 avril : L'Europe aide les jeunes chômeurs**

Face aux difficultés actuelles, l'Europe commence à intervenir sur le terrain de la protection sociale. Ainsi, le Fonds social européen (FSE), qui aide les Etats membres de l'Union à développer les compétences, améliorer l'emploi et à lutter contre les exclusions, y consacrerait plus de 10 milliards par an sur la période 2014-2020. Une Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) vient compléter ces fonds, avec un budget de 6 milliards d'euros pour la même période. Elle finance des initiatives ciblées sur les régions où le chômage des jeunes est supérieur à 25 % ainsi qu'au public des jeunes décrocheurs : les "*Not in Employment, Education or Training*", les Neet. Ils sont estimés à 990 000 en France.

La France devrait toucher 5,9 milliards d'euros au titre du FSE sur 2014-2020, complétés par 310 millions d'euros en provenance de l'IEJ sur 2014-2015. Elle est ainsi le sixième pays bénéficiaire pour le FSE et le troisième, après l'Espagne et l'Italie, pour l'IEJ.

Pôle emploi a ainsi obtenu une enveloppe de l'IEJ pour rémunérer 761 conseillers dédiés aux moins de 25 ans pour un accompagnement intensif des jeunes (AIJ). Les 385 plates-formes de suivi et d'appui aux décrocheurs scolaires (PSAD) qui existent depuis 2011 vont également embaucher des assistants techniques.

La "*Garantie jeunes*" devrait permettre aux jeunes de bénéficier d'une participation à des ateliers intensifs d'appui à la recherche d'emploi (6 semaines de 35 h en groupe), et d'un accompagnement individuel de plusieurs mois, avec un revenu mensuel de 433,75€.

Une accumulation de dispositifs :

Le problème, c'est que ce dispositif européen vient s'ajouter à pas mal d'autres dispositifs plus ou moins anciens, nationaux ou locaux, s'adressant chacun à un public spécifique et comportant des modalités particulières. Ce qui fait que les conseillers en arrivent plus à gérer les différentes mesures que d'analyser les besoins spécifiques des jeunes et d'y répondre.

Il serait vraiment très utile que les services de l'Etat imaginent une mesure unique qui englobe ce

mille feuilles et dont la souplesse puisse permettre de répondre aux besoins diversifiés des jeunes sans emploi ni qualification.

► **Le 11 avril : 100% de l'électricité peut être produite par des sources renouvelables en 2050**, selon une étude de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, organisme parapublic).

Mediapart a finalement publié l'étude de l'ADEME montrant que la France pourrait atteindre 100% de l'électricité produite par des sources renouvelables d'ici 2050 si elle s'en donnait les moyens. Non seulement une couverture à 100% en renouvelable est possible, mais ce mix énergétique est aussi un facteur de robustesse du système électrique. Surtout, d'après les simulations effectuées, le prix au mega watt heure est quasiment le même qu'avec un mix énergétique à 40% de renouvelables et... 50% nucléaire.

Ce rapport vient donc confirmer celui du député écologiste Denis Baupin sur le coût réel du nucléaire : le nucléaire, entre maintenance du parc, gestion des déchets et du démantèlement et explosion des coûts prévus pour l'EPR, représente des investissements colossaux qui détruisent le mythe d'une énergie peu onéreuse, sans même parler du risque majeur qu'elle fait peser sur la population en cas d'accident grave.

Pour les écologistes, plutôt que de chercher à en minimiser la diffusion, le gouvernement doit se saisir de ce rapport de l'ADEME pour accentuer les efforts en matière de transition énergétique. Ce n'est qu'en étant exemplaire que la France pourra aborder la Conférence-Climat avec l'espoir d'obtenir un accord ambitieux, contraignant et universel. (D'après un communiqué National de EELV)

► **L'EPR de Flamanville sera-t-elle en service un jour ?**

Le 7 avril, l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) a annoncé qu'une anomalie avait été détectée dans la composition de l'acier du couvercle et du fond de cuve du réacteur EPR.

La cuve, qui pèse 425 tonnes et mesure 11 mètres de haut, est une pièce "*particulièrement importante pour la sûreté*" car elle "*contient le combustible*" et "*participe à la seconde barrière de confinement de la radioactivité*" après la gaine du combustible, selon l'ASN.

Cela concerne aussi deux autres EPR en chantier en Chine.

"*Ces EPR sont condamnés à ne pas démarrer*" car les cuves, dont l'acier fait l'objet de doutes, "*sont a priori irremplaçables*" une fois posées, a déclaré à l'AFP Yannick Rousselet, chargé des questions nucléaires à Greenpeace France ; Car "*quand on pose une cuve, aussitôt on met une quantité d'éléments autour, y compris des éléments bétonnés pour la fixer*".

Déjà, l'EPR de Flamanville a pris plusieurs années de retard et son prix a été presque triplé. Si on ajoute à cela un déficit d'exploitation de plus de 4 milliards€ en 2014 de AREVA (que l'Etat devra bien combler !), on mesure l'échec de la filière française du nucléaire.

Il est grand temps d'arrêter le gaspillage, de reconnaître cet échec, d'arrêter la construction de l'EPR de Flamanville et de reporter les Investissements sur les énergies renouvelables, qui dès maintenant produisent une électricité moins chère, moins dangereuses et créatrices de plus d'emplois.

► **Le 10 avril : A nouveau sur les gaz de schiste...** (selon le quotidien "Libération")

"Le Figaro" a exhumé un rapport qui vante une méthode d'extraction soi-disant non polluante et alternative à la fracturation hydraulique ; une méthode quasiment écologique !...

En réponse, le communiqué du ministère de l'écologie et de l'énergie est très clair : "*C'est une technologie qui n'est pas mature et sans retour d'expérience. Le principe reste toujours la fracturation de la roche-mère. L'eau est remplacée par de l'heptafluoropropane, une molécule dont le potentiel de réchauffement climatique est 3000 fois celui du CO2. En cas de fuite, l'effet sur le climat serait catastrophique. Contrairement à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels, il est toujours nécessaire de multiplier les forages et les stimulations pour exploiter les gaz et les pétroles de schiste. Même si les puits sont de qualité, cela augmente le risque de pollution du sous-sol et des nappes phréatiques, au cours de la phase d'exploitation.*"

Ajoutons une raison encore plus fondamentale : le climat, sujet occulté par les débats sur les méthodes d'extraction. Pour espérer éviter une flambée du thermomètre mondial qui rendrait la Terre invivable pour l'humanité, et limiter celle-ci à +2C° par rapport à l'ère pré-industrielle –ce qui est déjà beaucoup, au point d'inquiéter la Banque mondiale [cliquer ici](#)–, il faudra laisser dans le sol

une grande partie des réserves en combustibles fossiles. Plus précisément, un tiers de nos réserves de pétrole, la moitié de nos réserves de gaz et plus de 80% de nos réserves de charbon devront rester sous terre pour atteindre cet objectif, selon une étude britannique publiée le 7 janvier dans la revue Nature. La conclusion de celle-ci est on ne peut plus claire : "*Nos résultats montrent que les instincts des responsables politiques d'exploiter rapidement et complètement leurs combustibles fossiles territoriaux sont, dans l'ensemble, en contradiction avec leurs engagements à l'égard d'une limite de la hausse de la température à 2°C.*"

► **Adoption de la loi visant à la prise en compte de nouveaux indicateurs de richesse**

(Auteure : Eva Sas (députée écologiste) / rapporteur au Sénat : André Gattolin-EELV)
Lorsqu'il y a une catastrophe ou une épidémie, le PIB augmente ; c'est de la croissance officielle. Est-ce pour autant bon pour la société et ses habitants ? Non, bien sûr, mais c'est pourtant avec le PIB qu'on mesure l'économie du Pays. Pour éviter cela, les parlementaires EELV ont présenté une loi visant la prise en compte d'autres indicateurs de richesse. Cette loi vient d'être **adoptée définitivement** par le Sénat.

L'objectif de cette proposition de loi est de valoriser des indicateurs économiques complémentaires du PIB, prenant en compte l'intérêt général de la société, la durabilité des politiques publiques, le progrès social etc. De tels indicateurs existent mais restent aujourd'hui confinés à des documents techniques. L'adoption de ce texte permettrait qu'à l'instar de nos voisins anglais, belge ou allemand, "*la France prenne en compte des indicateurs de qualité de vie et de développement durable dans les politiques publiques menées par l'État*". Le gouvernement devra présenter chaque année en même temps que le projet de loi de finances un rapport sur l'évolution de ces indicateurs.

Pour lire l'intervention de André Gattolin, [cliquer ici](#)

► **Détail de l'histoire...**

Je pense qu'aucun téléspectateur ayant regardé la rediffusion du film **Shoah** cette semaine ne peut penser que le massacre systématique des population juives d'Europe (ainsi que les Tziganes) par les camions et chambres à gaz est un détail, comme l'exprime à nouveau le toujours président "*d'honneur*" du front national, irrémédiablement antisémite et raciste.
Non, le front national n'est pas un parti comme les autres !

► **Le 4 avril : non à "l'usine à cochons" sur le côte vendéenne !**

La Confédération paysanne et ATTAC appellent à manifester demain samedi 4 avril à 14h30 aux Sables d'Olonne contre l'implantation au Poiroux d'une "usine à cochons".

Ce projet de 900 truies pouvant "produire" annuellement 23 000 porcelets (alors que la taille moyenne des élevages en Pays de la Loire est de 160 truies) est impulsé par le groupe agro-industriel Sofiprotéol-Avril présidé par Xavier Beulin, patron du syndicat FNSEA. On est bien loin d'une agriculture paysanne soucieuse de la protection de l'environnement...

La sur-concentration de porcs et la sur-production de lisiers qui en découle constituent une menace pour les cours d'eau, les marais et le littoral.

Où est la cohérence d'un gouvernement qui, en Bretagne, mobilise de l'argent public - si rare -, sous la pression des usagers et de l'Europe, pour réparer les fautes de l'agriculture industrielle et qui, en Vendée, autorise et reproduit le même modèle mortifère pour l'environnement ?

Pour tous renseignements : <http://www.porcherie-poiroux.fr>

► **Le 1er Avril : La CGT pour le maintien de Nantes Atlantique**

Après une étude du dossier sous différents aspects (environnement, emploi, sécurité aérienne,...) la CGT de Loire-Atlantique et le Comité régional se sont prononcé contre le projet de NDDL et pour le maintien à Nantes Atlantique.

L'aspect social a, bien entendu, été pour beaucoup dans cette décision : les employés de l'aéroport habitent au Sud Loire et il leur faudrait soit déménager au Nord dans un secteur où il y a peu de logements, soit y aller en voiture en passant par le pont de Cheviré déjà saturé. De plus, le maintien à Bouguenais consolidera l'implantation actuelle de l'usine Airbus.

Bien entendu, la CGT réclame des aménagements de Nantes Atlantique : entretien de la piste, agrandissement de l'aérogare, accès par les transports en commun, ...

mars 2015

► **Le 18 mars : l'assemblée nationale vote l'interdiction des néonicotinoïdes** : ces néonicotinoïdes, ce sont des pesticides beaucoup plus puissants que les pesticides classiques. Ils sont fortement soupçonnés d'être une des principales cause de la forte mortalité des colonies d'abeilles. Bien entendu, il ne s'agit que d'une première lecture : le Sénat peut encore nous réserver de mauvaises surprises...↵

Mais c'est quand même une première victoire. Pour lire le communiqué des député.e.s écologistes, [cliquer ici](#).

► **Le 15 mars : Le FN n'est pas un parti comme les autres**. Les attachés parlementaires des élus FN au parlement européen sont accusés de ne pas travailler pour les élus, mais pour le parti (ce qui est effectivement illégal).↵

A plusieurs reprises on a entendu parler de candidat.e.s FN ...qui n'avaient pas donné leur accord pour cela.↵

A d'autres reprises certains candidat.e.s FN profèrent de propos racistes ou antisémites.↵

Pour ceux qui suivent de près le fonctionnement des institutions, tout cela n'est pas nouveau.

Ainsi, lors du mandat régional 1998-2004, les élus FN étaient réputés pour empocher leur indemnité, Mais pour être très très souvent absents lors des commissions.↵

C'est ce qui a amené la nouvelle majorité de gauche à adopter en 2004 un règlement intérieur instituant un pointage des présences obligatoires (sessions plénière, commissions permanentes, commissions), avec réduction de 50% de l'indemnité en cas d'absence répétée et non justifiée.↵

Non, le FN n'est pas un parti comme les autres !

► **Le 15 mars. Algérie : le gaz de schiste enflamme le Sahara**↵

Depuis le début janvier, la population d'Aïn Salah (1250 km au sud d'Alger) manifeste quotidiennement contre l'exploitation du gaz de schiste autorisée par le gouvernement. Elle proteste contre les menaces contre l'environnement et contre l'accaparement des bénéfices au profit du pouvoir, au Nord. Elle proteste contre les accords entre l'Etat algérien et les Etats et pétroliers étrangers, en particulier la France (qui interdit l'exploitation des gaz de schiste sur son sol) et Total.↵

L'Etat français ne pourrait-t-il pas intervenir auprès de Total pour renoncer à cette exploitation de gaz de schiste en Algérie ???

► **Le 12 mars : intéressant entretien de Yannick Jado, député européen EELV pour l'Ouest, avec le Nouvel Obs**. Pour le lire, [cliquer ici](#).

► **Le 11 mars : La réforme territoriale en plein déconfiture** Le projet initial visait à renforcer les intercommunalités (les Métropoles en particulier) et les Régions, et à clarifier les compétences de ces collectivités pour éviter les chevauchements. Malheureusement, le gouvernement semble avoir cédé aux nombreuses pressions des élus de tous bords. Le résultat (pas encore définitif)... c'est qu'on ne change pratiquement rien ; sauf peut-être les transports scolaires qui iraient à la Région (!).↵

Par contre, on va voter dans un peu plus d'une semaine dans le cadre d'un scrutin qui n'introduit aucune part de proportionnelle, pour des élu.e.s (la parité, elle, sera respectée) qui ne savent pas encore quelles seront leurs prérogatives ...

► **Le 11 mars : Projet de réforme des collèges** "En dix ans, les élèves ont régressé dans leurs apprentissages fondamentaux, notamment en maths, en français, en histoire", estime Najat Vallaud-Belkacem. Qui pointe aussi le sentiment d'enseignants "d'être bridés dans leurs initiatives" et des parents "démunis".↵

Premier changement : à partir de la rentrée 2016, chaque collège définira 20% de son emploi du temps, réservé à trois types de pratiques pédagogiques : le travail en petits groupes,

l'accompagnement personnalisé des élèves, les enseignements pratiques interdisciplinaires, en fonction des besoins des élèves.↵

L'apprentissage de la deuxième langue vivante devrait être avancé d'un an, en cinquième et le collège devra devenir un "lieu d'épanouissement" : les collégiens auront une pause d'au moins 1 h 30 à la mi-journée.↵

Ce projet répond effectivement à une urgence et il représente une avancée vers une individualisation des parcours respectant les caractéristiques et les rythmes et modes d'acquisition des connaissances de chaque élève.

► **Le 11 mars : Le gouvernement encourage l'agriculture bio, ...mais diminue les aides !**↵

Prévu dans la loi de finances 2011 votée à la mi-décembre, le crédit d'impôt, accordé depuis 3 ans aux agriculteurs convertis au bio, est passé de 4.000 à 2.000 euros depuis le 1er janvier.↵

De la même façon, certaines aides de l'Etat au maintien de l'agriculture bio sont réduites jusqu'à 25% sur la récolte 2014 (alors que le versement était attendu).↵

(...) [Pour lire la suite, cliquer ici](#)

► **Chômage et durée du travail** : Dans le dernier N° de "Alternatives Economiques", Guillaume Duval signe un éditorial qui se conclue ainsi : "Soyons un peu sérieux : avec plus de six millions d'inscrits à Pôle Emploi et des perspectives de croissance très limitées, l'heure n'est évidemment pas à rallonger le temps de travail de ceux qui ont déjà un emploi, mais au contraire à trouver le moyen de reprendre la marche en avant de sa réduction. Ce n'est certes pas facile, et il faut à coup sûr s'y prendre tout à fait autrement qu'en 1998, mais c'est la seule voie qui mérite d'être tentée. ↵

Pour la gauche comme pour le pays."↵

Pour lire l'édito, [cliquer ici](#)↵

► **Le 6 mars 2015 : Prolos et écolos, entendez-vous !**

Comment imaginer une "écologie populaire" sans le mouvement ouvrier ? Et un mouvement ouvrier sans, demain, l'écologie populaire ? De Gardanne à Nantes, les deux se heurtent parfois.

Heureusement, il y a les métallos de l'Isère... Qui ouvrent le débat sur la croissance, le productivisme et les gains de productivité, pour en revenir aux questions fondamentales : Que produire ? Où produire ? Comment produire ?

Pour lire l'article du site d'informations écologiste "Reporterre" sur l'expérience des métallos CGT de l'Isère, [cliquer ici](#).



février 2015

► **28 février 2015 : Poutine n'a pas de chance !**, car il n'arrive décidément pas à faire en sorte que ses opposants restent vivants et puissent s'exprimer librement.↵

Fort heureusement, Poutine a réprouvé l'attentat qui a coûté la vie à Boris Nemtsov, assassiné à Moscou aux abords immédiats du Kremlin, juste la veille d'une manifestation contre sa politique en Ukraine. Il a même souhaité qu'une enquête soit ouverte pour trouver les auteurs de l'attentat.↵

C'est la raison pour laquelle nous pouvons très certainement lui faire entièrement confiance lorsqu'il affirme qu'il n'a aucune volonté d'annexion de l'Est de l'Ukraine et qu'il n'y a aucun soldats et matériels militaire russes en Ukraine...

► **HSBC s'excuse...** : la banque britannique HSBC, dont la branche suisse a aidé de nombreux clients à dissimuler des centaines de milliards € au fisc de différents pays, vient de présenter ses « excuses les plus sincères ». Par contre, le ministre britannique des finances reste obstinément

muet sur cette affaire. C'est dommage, car il aurait sans doute des choses bien intéressantes à nous apprendre, puisqu'il est l'**ancien Directeur général de HSBC** !

► **Copenhague par Chaunu** ← → → →



► **Le 10 fév. Tarifs sociaux pour les transports en commun de Nantes Métropole** : Jusqu'à présent, les chômeurs, les bénéficiaires de RSA, de l'AAH (handicapés), demandeurs d'asile, ...pouvaient bénéficier de la gratuité des transports en commun (TC). Le problème posé par ce système, c'est qu'un chômeur peut avoir un conjoint ayant des revenus confortables, et qu'à l'inverse un enfant d'un couple au chômage paie les TC au plein tarif. ←

C'est la raison pour laquelle, il y a 2 ans, les élu.e.s communautaires EELV ont proposé un système plus progressif, basé sur le quotient familial et dont les bénéficiaires seraient tous les membres de la famille. ←

C'est la réforme pour une "*tarification solidaire*" qui a été adoptée par le Conseil de Nantes Métropole : plusieurs tranches de réduction, allant de 50% à 100%, sont instaurées.

► **Le 9 fév. Communiqué de presse EELV 44** : suite à un article de Presse-Océan rendant compte de propos anonymes d'élus EELV, les responsables départementaux de EELV, ainsi que les parlementaires, ont fait paraître un communiqué qui dit notamment : "*EELV 44 tient à rappeler que contrairement à certaines présentations ou interprétations dans la presse, les rapprochements avec d'autres partenaires de gauche sont faits de manière locale, selon les spécificités de chaque canton et avec une validation démocratique interne. Conformément au vote des adhérent-e-s du 13 décembre dernier, il n'y a pas eu d'accord global pour les élections cantonales des 22 et 29 mars prochains entre EELV et d'autres partis, comme le parti de gauche, ensemble ou les listes d'extrême-gauche de l'agglomération nantaise (Rezé, Bouguenais, Saint-Herblain et Couëron).*" ←
Nous travaillons actuellement dans une dynamique collective et citoyenne conforme au vote des militants, qui ne cherche à se construire ni CONTRE le Parti Socialiste, ni sur une dynamique d'extrême gauche, mais bel et bien POUR un projet d'écologie politique ouvert à toute force vive partageant nos valeurs et notre engagement."

► **3 février : la proposition de loi sur les indicateurs de richesse adoptée en première lecture** ←

La proposition de loi présentée par Eva Sas (députée EELV) pour avoir d'autres indicateurs de richesse officiels vient d'être adoptée en première lecture par les députés (voir le '*débloque notes*' du 25 janvier). Espérons que le processus d'adoption ira à son terme. ←

Pour lire le communiqué de presse de EELV, [cliquer ici](#)

► **Le 2 février : Législative partielle dans le Doubs** : ←

C'est le FN qui est arrivé en tête (32,6%) de cette législative partielle dans le Doubs, suite à la démission de Pierre Moscovici. Le PS arrive en seconde position avec 28,85%, et la droite (UMP soutenue par l'UDI), avec 26,54%, est éliminée parce que n'atteignant pas les 12,5% des inscrits nécessaires. ←

On peut s'inquiéter de cette progression du FN. Mais si on regarde le nombre de votants, la

situation est un peu différente. En 2012, dans une élection avec 40% d'abstention, le FN avait recueilli 9600 voix pour un score de 24,5% au second tour. Et cette fois-ci, les 32,6% du FN ne représentent que 8800 voix, car l'abstention est montée à 60% ! On voit, en fait, que l'électorat FN n'est pas nécessairement en grande hausse, mais qu'il est plus mobilisé. ↵

Ainsi, pour les prochaines élections cantonales, c'est la mobilisation contre l'abstention qui est prioritaire. Et les appels que ne manquera pas de lancer le PS au rassemblement dès le premier tour (derrière lui, bien entendu...) ne constituent pas la bonne solution : ce n'est pas en restreignant l'offre politique qu'on mobilise mieux les abstentionnistes, mais au contraire en la diversifiant raisonnablement pour commencer à construire des perspectives de changement. ↵

Janvier 2015

► 31 janvier : Championnat du monde de Hand-ball sous le signe du pétrole... ↵

L'équipe de France vient de remporter avec panache la demi-finale de la coupe du monde contre l'équipe d'Espagne, tenante du titre. Bravo à elle ! ↵

En finale, elle va rencontrer d'équipe du Qatar, inconnue jusqu'à présent dans le monde du Hand. En effet, personne ne s'intéresse au Hand-ball au Qatar. Et si la coupe du monde s'y déroule, c'est uniquement parce que le gouvernement Quatari veut faire sa promotion par le sport (financement du PSG, de Barcelone, ...). Cependant, difficile d'organiser une coupe du monde et de ne pas y être représenté. ↵

Mais au Qatar, on n'a pas de handballeurs, mais on a du pétrole, ... et donc de l'argent ! Le pays a donc acheté d'urgence une vingtaine de joueur de niveau international, il les a naturalisé, et voilà une équipe ! Mais ce n'est pas suffisant : il faut aussi des supporters. Et tout le monde se contre-fout du hand-ball au Qatar. Et bien, on les a importés ! Le Qatar a invité tous frais payés des dizaines de supporters étrangers (espagnols, par exemple), à la condition de soutenir l'équipe du Qatar (et même l'Espagne, si ils veulent). ↵

Et voilà, c'est pas compliqué ! Le Qatar est devenu la capitale mondiale du hand-ball !

► 30 janvier ; Cantonales : le danger FN Des militant.e.s de gauche craignent qu'aucune liste de gauche ne soit présente au second tour dans certains cantons, et qu'on assiste à un duel UMP (+centre)/FN. C'est vrai que sur une dizaine de cantons, cette situation n'est pas impossible. ↵

Mais sur le canton de Carquefou (le notre), aux dernières élections européennes (2014), le PS devançait de près de 5% le FN (18,2% contre 13,4%). Sachons donc garder la tête froide et que chacun.e fasse campagne sur ses propositions...

► 29 janvier : Histoires Drones : Selon la revue de "Sortir du nucléaire", il y a eu plus de 30 survols de centrales nucléaires par des drones ces derniers mois. Et 2 mois après, les auteurs ne sont toujours pas identifiés et cela ne semble pas inquiéter les autorités. ↵

Pourtant, on sait que les centrales françaises sont vulnérables face aux aléas climatiques (ex centrale du Blayais), au crash d'un avion, etc...



► Le 28 janvier : Mon cher Président On apprend que les anciens Présidents de la République coûtent très cher à la République. Le plus cher, c'est Valérie Giscard d'Estain : 2,5 millions € par an, sans compter son indemnité d'ancien président (6000€/mois), ni celle de membre du Conseil constitutionnel (12 000€/mois). Pour Nicolas Sarkozy, c'est seulement 2,2 millions€ (sans compter sa rémunération de dirigeant de l'UMP). Jacques Chirac est à la traîne avec 1,6 million€.

► **Le 28 janv : L'Arabie Saoudite et le droit des femmes** Lors des funérailles du roi



Abdallah, Michelle Obama est apparue les cheveux au vent, non voilée ; ce qui a provoqué un scandale dans le pays où les femmes ont toujours interdiction de conduire et de chéquier. Par contre, Christine Lagarde a salué le roi défunt qui "de manière discrète", était "un grand défenseur des femmes". ↵

Ben voyons ! Eh bien ma chère, si c'est si bien, il faut épouser un saoudien et aller vivre là-bas !

► **Le 26 janv : Proposition de loi sur les ondes électromagnétiques**↵

Il y a plus d'un an, Laurence Abeille, députée EELV, avait présenté une loi sur les ondes électromagnétiques. Mais sur injonction de la ministre de l'information, elle avait été renvoyée en commission où elle a été sérieusement rabotée, en particulier sur toutes les références chiffrée du niveau des ondes.↵

Cette loi revient fin janvier devant le parlement à l'initiative de EELV. Bien qu'édulcorée, cette loi permettra au moins de l'information et de la transparence sur l'implantation des antennes émettrices, comme c'est maintenant le cas sur l'agglomération nantaise.↵

Pour plus de précisions, [cliquer ici](#)

Le 25 janv : proposition de loi sur les indicateurs de richesse↵

► Les députés écologistes proposent une loi sur les indicateurs de richesse↵

Les limites du PIB comme mesure du progrès de notre société font, depuis le rapport de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, l'objet d'un relatif consensus.↵

Le PIB n'est en effet qu'un objectif intermédiaire, nos objectifs premiers sont l'emploi, la réduction des inégalités, la qualité de vie et la protection de notre environnement. Et c'est à l'aune de ces indicateurs qu'il faut mesurer l'efficacité de nos politiques publiques.↵

Le gouvernement s'était engagé à reprendre cette initiative, déjà déposée lors de la précédente niche écologiste, sur un temps législatif au cours du premier semestre 2014.↵

N'ayant rien vu venir, Eva SAS, députée écologiste de l'Essonne va dans les jours prochain présenter un texte pour réformer les indicateurs de richesse pris comme référence officielle.↵

Pour plus de précisions, [cliquer ici](#)

► **Le 20 janvier - Franc suisse : le piège des emprunts toxiques**↵

Le gouvernement suisse a décidé jeudi dernier de ne plus intervenir pour maintenir la valeur de sa monnaie. En une journée, le franc suisse est passé de 0,98€ à 1,20€ (soit une augmentation de plus de 22%).↵

Un certain nombre de communes se trouvent en grande difficulté, puisqu'elles avaient fait des emprunts indexés sur le franc suisse. Résultat, les taux d'intérêt de ces emprunts explosent et peuvent frôler les 30% !↵

Près de nous, des communes comme Laval, St Gilles Croix de Vie, les Sables d'Olonne, Thouaré sont directement impactées.↵

Pour ce qui concerne Sainte-Luce, la commune avait fait un petit emprunt indexé sur le franc suisse d'un montant de 500 000€, du temps de la municipalité de M. Brasselet. Mais fort heureusement, la précédente municipalité (de gauche) avait pris la décision de faire un remboursement anticipé de cet emprunt sur le budget 2014.↵

Ainsi, nous pourrions entendre la nouvelle équipe municipale féliciter l'ancienne pour cette décision, à l'occasion du prochain Conseil municipal, qui porte sur le budget primitif 2015.

► **Le 19 janvier : Le fiasco du retraitement des déchets radioactifs britanniques**↵

A Sellafield, au Nord de l'Angleterre, un des plus gros centres mondiaux de retraitement des déchets issus des centrales nucléaires, est une véritable catastrophe. Ce centre privatisé en 2008 auprès d'un consortium (Nuclear Managements Partners) composé du français AREVA, du britannique Amec et de l'américain URS, accumule échecs techniques et retards. A tel point que le gouvernement vient de décider une reprise en mains publique.↵

Trois problèmes fondamentaux sont posés :↵

► l'uranium et le plutonium produits par le retraitement ne se vendent pas, en raison du déclin international du nucléaire ;↵

▶ les déchets ultimes issus du retraitement sont stockés un peu n'importe comment dans des bâtiments trop vieux ; ↵

▶ Aucune commune ne veut accueillir un enfouissement des déchets ultimes dont on ne sait quoi faire. ↵

Résultat : le démantèlement de SellaField pourrait coûter 90 milliards € et s'étaler jusqu'en 2120 ! ↵
En voilà, une industrie d'avenir, comme dirait Ségolène ! ↵

▶ **Le 18 janvier : Négociations commerciales Europe-USA=Les tribunaux privés qui font peur** ↵

Alors que les négociations discrètes entre Union Européenne et USA pour un accord de libre-échange avançaient tranquillement, des Organisation Non Gouvernementales, des eurodéputés et des Citoyens ont dénoncé le recours à l'arbitrage d'investissement (IDS en anglais) prévu dans le projet de traité. ↵

De quoi s'agit-il ? Il s'agit du droit pour une entreprise privée d'attaquer une loi qui lui porte préjudice et de demander remboursement du préjudice par l'Etat concerné ; et ceci non pas devant le tribunal administratif (prévu pour cela), mais devant une justice privée. C'est une manière pour les multinationales de se soustraire aux droits nationaux, voire d'empêcher les Etats de légiférer. C'est donc la souveraineté nationale et la volonté populaire qui sont ainsi mises en cause. ↵

Quelques exemples : ↵

▶ En 2011, le cigarettier Philip Morris a intenté une action en arbitrage contre l'Australie qui avait voté une loi obligeant l'emballage neutre des paquets de cigarettes. ↵

▶ La même année, la société d'électricité suédoise Vattenfall a réclamé 3,7 milliards € de dommages et intérêts à l'Allemagne qui avait décidé d'arrêter ses centrales nucléaires après Fukushima. ↵

Après cette campagne d'alerte, il est clair que l'Europe devrait demander l'exclusion de l'IDS du traité de libre-échange avec les USA. Mais certains membre de la Commission Européenne pensent le contraire : "*On risque de perdre beaucoup, notamment de se voir refuser l'accès aux marchés publics américains, un des principaux intérêts du Traité de libre-échange*" ↵

On le voit, la vigilance est indispensable !

▶ **Le 14 janv. : Bonne nouvelle de l'Europe** ↵

La Commission européenne vient d'énoncer que les investissements d'avenir financés par les Etats membres (concernant les réformes de structures ou les contributions au Fonds d'Investissement Stratégique Européen) ne seront pas comptabilisés dans l'endettement des pays et dans leur déficit budgétaire. ↵

Cela signifie, pas exemple, que les investissements financés par l'Etat et les collectivités locales pour la transition énergétique ne seront pas reprochés par l'Europe, comme on pouvait le craindre. Cela constitue donc un assouplissement des règles des 3% maximum pour le déficit budgétaire et des 60% maximum pour l'endettement public. Chaque gouvernement est donc face à ses propres responsabilités pour assurer cette transition énergétique. ↵

Cette mesure était de plus en plus réclamée, y compris par les syndicats et le patronat allemand, face au danger de récession qui guette l'Europe.

▶ **Le 14 janv. : Ségo., nouvelle "fée nucléaire" ?** ↵

La Ministre de l'écologie (?) vient de faire des déclarations en faveur de

"la construction d'une nouvelle génération de réacteurs (pour prendre la place des anciennes centrales lorsque celle-ci ne pourront plus être rénovées)". ↵

C'est oublier un peu vite que l'EPR français est un énorme échec industriel et financier, qui accumule années de retard et pertes financières, en Finlande et en France. C'est oublier un peu vite qu'on accumule les déchets radio actifs sans trouver de



solution pour leur traitement et leur neutralisation. C'est vrai qu'on a le temps : leur durée de vie est de plusieurs milliers d'années !... ↩

Pour Denis Beaupin (Député EELV), "*Mieux vaut s'engager dans les énergies renouvelables, plutôt que de se lancer dans la construction de nouveaux réacteurs qui sont des installations extrêmement coûteuses, pour un prix du kilowattheure très cher et pour un uranium importé*". Pour Emmanuelle Cosse (Secrétaire nationale de EELV), "*Je rappelle, si la Ministre l'a oublié, que la loi sur la transition énergétique prévoit la fermeture de 20 réacteurs d'ici 2025, une réduction de 75% à 50% de la part du nucléaire. ces propos sont hasardeux.*" ↩

Pour lire le communiqué du Réseau "Sortir du nucléaire", [cliquer ici](#)

► **Le 6 janvier : formation continue et changement climatique** ↩

L'Ecole Centrale de Nantes organisait déjà des formations continues concernant le développement durable : Energies marines renouvelables, l'Efficacité énergétique des bâtiments, ... ↩

Elle vient d'initier une formation d'une journée sur le changement climatique, animée par Cédric RINGENBACH (Centrale Nantes 1996) : ↩

"Vous souhaitez apporter un regard précis sur le climat et son évolution, vous souhaitez conforter ou développer une politique de développement durable, chacune de ces deux journées vous permettra d'assimiler l'essentiel. ↩

A l'issue de l'une de ces journées, chaque participant pourra argumenter en faveur d'une politique de développement durable axée sur le climat, aura la maîtrise des outils d'évaluation d'un projet ou politique climatique et ainsi sera à même d'évaluer l'impact de ses projets sur le climat. Enfin, chacun pourra mieux comprendre les différents aspects du bilan carbone." ↩

Pour demander des informations : formation-continue@ec-nantes.fr

► **Le 2 janvier 2015** ↩

Suite à la non adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la proposition de résolution demandant de relancer les négociations de paix (avec date butoir en 2017), l'Autorité Palestinienne a officiellement demandé sa participation à la Cour Pénale Internationale (CPI). ↩

Cette nouvelle offensive diplomatique de l'Autorité palestinienne a pour but de sortir du blocage de la situation, de l'extension des implantations de colonies israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem Est (rendant bientôt impossible l'existence d'un Etat palestinien), de la répression croissante du peuple palestinien. ↩

Ainsi, si cette adhésion est acceptée, l'Autorité palestinienne pourra mettre officiellement en accusation l'Etat d'Israël pour "crime de guerre" pour les bombardements de civils (3500 tués, dont une grande majorité de civils) l'été dernier, par exemple. ↩

Les USA dénoncent cette "escalade" (selon le département d'Etat), alors que toutes leurs tentatives de relancer les négociations ont échoué, devant l'intransigeance du gouvernement Netanyahou. ↩

Position pas très étonnante, puisque ni les USA, ni Israël ne sont adhérents à la CPI. Cela leur permet de ne pas rendre de comptes pour les tortures de la CIA à Guentanamo, ou pour les bombardements de civils à Gaza... ↩